



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الأغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

Cinquième réunion des parties à l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée

**21-25 avril 2025
Manta (Équateur)**

Résultats du questionnaire 2024 aux fins de l'examen et de l'évaluation de l'efficacité de l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port

Les parties sont invitées à:

- examiner les progrès réalisés par les parties dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord à la lumière des réponses recueillies grâce au questionnaire 2024;
- fournir des orientations quant aux moyens d'améliorer la mise en œuvre de l'Accord et d'en accroître l'efficacité;
- déterminer si la structure actuelle du questionnaire devrait être révisée en vue d'améliorer l'efficacité de la collecte des informations nécessaires auprès des parties à l'Accord;
- donner des conseils sur la façon dont la périodicité du questionnaire, la plateforme électronique sur laquelle il a été présenté ou l'analyse des réponses pourraient être améliorées.

Les documents peuvent être consultés à l'adresse <http://www.fao.org/port-state-measures/meetings/meetings-of-the-parties/fr/>.

I. Introduction

1. À la 2^e réunion des parties à l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (ci-après «l'Accord»), les parties ont adopté un questionnaire aux fins de l'examen et de l'évaluation de l'efficacité de l'Accord. Le questionnaire leur a été envoyé par la FAO le 1^{er} décembre 2020 et elles avaient trois mois pour y répondre. Il a été rendu compte des résultats lors de la 3^e réunion des parties, en juin 2021.
2. Lors de leur 4^e réunion, en mai 2023, les parties ont adopté la *Stratégie visant à améliorer l'efficacité de l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée* (la «Stratégie de Bali»). Elles ont également adopté une version modifiée du questionnaire destiné aux parties ainsi qu'un nouveau questionnaire destiné aux organes régionaux des pêches (ORP) et autres organisations internationales après avoir étudié des amendements proposés pendant la période intersessions lors de la 1^{re} réunion du Groupe de travail ad hoc sur la stratégie relative à l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port.
3. Ces dernières versions des questionnaires ont été examinées à l'occasion de cinq réunions régionales de coordination de l'Accord tenues en 2024 dans les régions suivantes: Pacifique Sud-Ouest, Amérique latine et Caraïbes, Afrique et Proche-Orient, Asie et Europe. Durant ces consultations, de nombreux participants ont estimé que le questionnaire devrait être simplifié et diffusé plus fréquemment (documents PSMA_StrategyWG2/2024/4 et PSMA_StrategyWG2/2024/Inf.8). Lors de sa 2^e réunion, tenue en octobre 2024, le Groupe de travail ad hoc sur la stratégie relative à l'Accord a recommandé que les parties, à leur 5^e réunion, mettent en balance l'utilité des informations tirées du questionnaire publié en 2024 et les efforts requis par les parties pour le remplir, dans une optique de révision, le cas échéant, en vue du prochain cycle d'examen.
4. Les questionnaires de 2024 ont été distribués en octobre et devaient être retournés d'ici le 31 décembre 2024. On trouvera dans le présent document les résultats de cet exercice ainsi que, lorsqu'il y a lieu, des comparaisons entre ces résultats et ceux obtenus en réponse au questionnaire de 2021.

II. Synthèse des réponses reçues des parties

Taux de réponse des parties

5. Au total, 61 parties à l'Accord ont répondu au questionnaire, soit un taux de réponse de 77 pour cent (**tableaux 1 et 2**). Par rapport à 2021, le nombre de réponses reçues est supérieur (61 réponses contre 56), mais le taux de réponse est légèrement inférieur (77 pour cent contre 82 pour cent), car le nombre de parties à l'Accord a augmenté entre-temps. Les taux de réponse par région sont les suivants: 76 pour cent des parties en Afrique; 100 pour cent en Asie; 70 pour cent en Europe; 71 pour cent en Amérique latine et dans les Caraïbes; 60 pour cent au Proche-Orient; 100 pour cent en Amérique du Nord; et 75 pour cent dans le Pacifique Sud-Ouest.

Application de l'Accord (article 3)

6. En 2024, comme en 2021, la majorité des parties (89 pour cent) ont indiqué avoir examiné leur législation pour déterminer si elle leur permettait de s'acquitter des obligations découlant de l'Accord, et les autres ont dit avoir l'intention de le faire (**tableau 3**). Parmi les parties qui ont dit avoir examiné leur législation, un tiers (33 pour cent) n'a pas eu besoin de la modifier, soit plus qu'en 2021 (un quart des parties) et, parmi celles ayant estimé que des changements s'imposaient, la mesure dans laquelle elles ont mis en œuvre ces changements s'établit en moyenne à 3,89¹.

¹ Les parties étaient invitées à répondre sur une échelle allant de «1» (pas du tout) à «5» (totalement).

7. Presque toutes les parties concernées (91 pour cent) ont dit coopérer avec des pays voisins pour empêcher que les acteurs de la pêche artisanale de subsistance ne se livrent à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (pêche INDNR), la coopération étant quelque peu inférieure en Amérique latine et dans les Caraïbes (73 pour cent; **tableau 4**). Parmi les parties qui coopèrent dans ce domaine, presque toutes (98 pour cent) ont indiqué avoir mis en place des mesures pour faire en sorte que ces activités ne contribuent pas à la pêche INDNR. Parmi les parties concernées, 68 pour cent ont dit appliquer les dispositions de l'Accord aux navires qu'elles affrètent et qui pêchent dans des zones relevant de leur juridiction nationale, à l'exception de l'Asie, où aucune des parties ayant répondu au questionnaire n'applique les dispositions de l'Accord à ces navires. Parmi les parties qui appliquent les dispositions de l'Accord aux navires affrétés, 88 pour cent ont pris des mesures pour faire en sorte que ces navires soient soumis à des contrôles aussi efficaces que ceux qu'elles appliquent aux navires battant leur pavillon.
8. En ce qui concerne les conteneurs (**tableau 5**), un peu plus de la moitié (56 pour cent) des parties ayant répondu ont mis en place une procédure pour vérifier si le poisson qui se trouve à bord de navires porte-conteneurs a été débarqué auparavant. Seules des parties d'Afrique ont constaté des cas où un navire porte-conteneurs transportait du poisson n'ayant pas été débarqué précédemment, mais, dans tous les cas signalés, le poisson ne semblait pas être issu de la pêche INDNR. Seules deux parties ont indiqué avoir trouvé des conteneurs transportant du poisson qui avait été débarqué auparavant et qui était issu de la pêche INDNR.

Application de mesures pertinentes pour l'Accord qui relèvent d'organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) ou d'arrangements régionaux de gestion des pêches (ARGP) (article 4)

9. Presque toutes les parties (93 pour cent) qui ont répondu au questionnaire ont indiqué qu'elles mettaient en œuvre des mesures pertinentes pour l'Accord en application des exigences d'ORGP/ARGP (**tableau 6**).

Intégration et coordination au niveau national (article 5)

10. En moyenne, les parties ont mis en place dans une grande mesure (3,95²) des dispositions pour permettre l'échange d'informations et la coordination des activités entre les différents organismes nationaux compétents (**tableau 7**). Près de huit organismes en moyenne jouent un rôle dans l'application de l'Accord. Il s'agit le plus fréquemment des autorités chargées des pêches (100 pour cent des parties), des autorités portuaires (90 pour cent), des douanes (87 pour cent), des autorités maritimes (83 pour cent) et de la marine/des garde-côtes (82 pour cent), ce qui est en grande partie semblable à 2021.
11. En ce qui concerne le degré d'intégration des mesures du ressort de l'État du port avec d'autres mesures de lutte contre la pêche INDNR, comme le Plan d'action international de la FAO visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche INDNR, les parties ont fait état d'un niveau d'intégration élevé puisqu'il s'établit en moyenne à 4,02³ (**tableau 8**).

Coopération et échange d'informations (article 6)

12. Afin de promouvoir l'efficacité de l'Accord, presque toutes les parties (plus de 90 pour cent) ont dit coopérer et/ou échanger des informations concernant les objectifs de l'Accord avec la FAO, des ORGP/ARGP compétents et des États concernés. En revanche, 62 pour cent coopèrent et/ou échangent des informations avec d'autres organisations intergouvernementales et 27 pour cent le font avec d'autres entités (**tableau 9**).

Désignation des ports (article 7)

13. La plupart des parties ayant répondu au questionnaire (89 pour cent) ont dit avoir désigné des ports conformément aux dispositions de l'Accord et elles ont indiqué à peu près dans la même proportion (87 pour cent) avoir communiqué la liste de leurs ports désignés à la FAO

² Les parties étaient invitées à répondre sur une échelle allant de «1» (pas du tout) à «5» (totalelement).

³ Les parties étaient invitées à répondre sur une échelle allant de «1» (pas du tout) à «5» (totalelement).

(**tableau 10**). Ces chiffres correspondent à une augmentation de quelque 10 pour cent depuis 2021. Parmi les parties qui ont désigné des ports, environ un tiers limite les débarquements à des types particuliers de produits (produits congelés, réfrigérés ou frais) ou limite les débarquements ou les transbordements à des heures et des jours précis. Dans ces ports désignés, les parties ont indiqué en moyenne qu'elles disposaient de moyens en grande partie suffisants (3,92⁴) pour mener des inspections en application de l'Accord.

14. D'après les informations communiquées, le nombre total de demandes préalables d'entrée dans un port désigné s'est établi à 13 867 par an, soit une moyenne de 252 demandes par partie, et le nombre d'entrées dans les ports désignés s'est élevé à 12 617 par an, soit une moyenne de 229 entrées par partie (**tableau 11**). Le nombre moyen d'inspecteurs disponibles au niveau national était de 162 par partie et le nombre moyen d'inspections menées chaque année était de 396 par partie, pour un nombre total d'inspections de 22 198⁵. Les données relatives au nombre total d'inspecteurs et d'inspections sont toutefois faussées par les chiffres relativement élevés communiqués pour l'Europe. Le pourcentage de navires inspectés chaque année sur le nombre total de navires étrangers autorisés à entrer dans les ports désignés varie fortement, de seulement 12 pour cent cette fois-ci en Europe à 93 pour cent dans le Pacifique Sud-Ouest, pour une moyenne, toutes régions confondues, de 49 pour cent.

Demande préalable d'entrée au port (article 8)

15. Outre les statistiques susmentionnées sur les entrées effectives dans les ports, le questionnaire a permis de compiler des informations sur les procédures de demande préalable appliquées par les parties aux entrées dans les ports (**tableau 12**). Presque toutes les parties (98 pour cent), toutes régions confondues, exigent qu'une demande préalable d'entrée au port leur soit communiquée; 93 pour cent des demandes contiennent au minimum les informations exigées au titre de l'Accord et, parmi ces demandes, 56 pour cent contiennent plus d'informations que celles qui sont requises dans l'Accord. Parmi les parties qui exigent des demandes préalables d'entrée au port, les délais minimum qui sont imposés vont de zéro à 168 heures, pour une moyenne de 59 heures. Toutefois, la majorité des parties (59 pour cent) ont indiqué qu'un délai différent pouvait s'appliquer dans des cas particuliers.

Autorisation ou refus d'entrée dans le port (article 9)

16. D'après les réponses fournies par les parties, il y a en moyenne cinq organismes qui interviennent dans le cadre des procédures d'autorisation ou de refus d'entrée dans le port (**tableau 13**), et on dénombre également en moyenne cinq organismes qui participent à la décision d'autoriser (**tableau 15**) ou de refuser (**tableau 16**) l'entrée dans le port. Les deux types d'organismes concernés en premier lieu par ces procédures sont les autorités chargées des pêches (entre 92 et 97 pour cent) et les autorités portuaires (entre 69 et 78 pour cent). Viennent ensuite les autorités maritimes, la marine/les garde-côtes et les douanes, qui sont cités par une majorité de parties, mais dans une moindre mesure. La liste des organismes est semblable à celle communiquée en 2021, mais le nombre moyen d'organismes qui interviennent a légèrement augmenté en 2024.
17. Après réception d'une demande préalable d'entrée au port, presque toutes les parties (95 pour cent) déterminent si le navire s'est livré à la pêche INDNR avant d'autoriser ou de refuser son entrée dans le port (**tableau 14**). Parmi ces parties, une vaste majorité dispose d'une méthode normalisée en la matière (88 pour cent) et la plupart d'entre elles (84 pour cent) appliquent des techniques d'évaluation des risques.

⁴ Les parties étaient invitées à répondre sur une échelle allant de «1» (pas du tout) à «5» (totalement).

⁵ En raison de la différence nette entre le nombre d'entrées dans les ports désignés et le nombre d'inspections communiqué, le premier étant beaucoup plus faible que le second, de nouveaux moyens de vérification des données seront intégrés dans la prochaine édition du questionnaire. Cette différence s'explique, dans une faible mesure, par le fait que certaines parties ont communiqué des chiffres plus élevés pour les inspections que pour les entrées, mais surtout par le fait que certaines parties n'ont pas donné de chiffre pour les entrées, alors qu'elles en ont communiqué un pour le nombre d'inspections.

18. Le pourcentage de parties qui demandent la coopération de l'État du pavillon pour déterminer s'il convient d'autoriser un navire à entrer dans un port varie de 33 à 100 pour cent selon les régions et la moyenne globale s'établit à 60 pour cent (**tableau 17**). Parmi les parties qui demandent la coopération de l'État du pavillon, 71 pour cent demandent aussi la coopération d'un autre État côtier et 74 pour cent ne demandent la coopération de l'État du pavillon que lorsque l'évaluation des risques a permis de déterminer que cela était nécessaire.
19. D'après les réponses au questionnaire, les sources de données/d'informations les plus fréquemment utilisées par les parties pour décider d'autoriser ou de refuser l'entrée au port sont les licences/autorizations de pêche (98 pour cent), les registres nationaux (y compris du ministère de la pêche et d'autres ministères/organismes compétents) (93 pour cent) et les registres des ORGP/ARGP (90 pour cent) (**tableau 18**).
20. La plupart des parties (83 pour cent) ont pris des mesures pour faire en sorte que l'entrée au port d'un navire soit refusée lorsque des preuves suffisantes permettent d'établir que le navire en question s'est livré à la pêche INDNR (**tableau 19**). Parmi elles, 24 pour cent ont déjà interdit à un navire d'entrer dans un port sur la base de preuves suffisantes permettant d'établir que le navire en question s'était livré à la pêche INDNR.
21. En cas de refus d'entrée dans le port, la plupart des parties communiquent la décision à l'État du pavillon (85 pour cent), aux États côtiers concernés (73 pour cent) et aux ORGP/ARGP (80 pour cent). Cette décision est moins souvent communiquée à d'autres organisations internationales concernées (51 pour cent), sauf dans le cas du Pacifique Sud-Ouest, où c'est systématiquement le cas (**tableau 20**).

Force majeure (article 10)

22. Presque toutes les parties (95 pour cent) ont mis en place des dispositions qui permettent l'entrée des navires dans un port en cas de force majeure ou de détresse, conformément au droit international (**tableau 21**).

Utilisation des ports (article 11)

23. Les parties ont indiqué avoir en moyenne cinq organismes qui interviennent pour faire appliquer les procédures relatives à l'autorisation ou au refus d'utilisation des ports (**tableau 22**). Elles ont cité le plus souvent les organismes suivants: autorités chargées des pêches (93 pour cent), autorités portuaires (85 pour cent), autorités maritimes (64 pour cent), marine/garde-côtes (63 pour cent) et douanes (60 pour cent).
24. Les parties ont fait état de l'existence de mesures visant à refuser l'utilisation d'un port à un navire une fois que celui-ci y a pénétré, dans les circonstances suivantes (**tableau 23**):
 - a. le navire ne dispose pas d'une autorisation en bonne et due forme de pratiquer la pêche ou des activités liées à la pêche telle que celle qui lui est exigée par son État de pavillon (90 pour cent des parties);
 - b. le navire ne dispose pas d'une autorisation en bonne et due forme de pratiquer la pêche ou des activités liées à la pêche telle que celle qui lui est exigée par l'État côtier en ce qui concerne les zones relevant de la juridiction nationale de cet État (88 pour cent des parties);
 - c. des preuves manifestes indiquent que le poisson se trouvant à bord a été pris en contravention des prescriptions en vigueur imposées par un État côtier en ce qui concerne les zones relevant de la juridiction nationale de cet État (88 pour cent des parties);
 - d. l'État du pavillon ne confirme pas dans un délai raisonnable que le poisson se trouvant à bord du navire a été pris dans le respect des exigences en vigueur imposées par une ORGP compétente (78 pour cent des parties);

- e. il existe des raisons de penser que le navire s'est livré, de quelque autre manière, à la pêche INDNR ou à des activités liées à la pêche qui y contribuent (92 pour cent des parties).
25. Les parties ayant répondu au questionnaire ont indiqué qu'il leur était arrivé d'interdire l'utilisation d'un port à un navire pour l'une ou l'autre des raisons suivantes (**tableau 24**):
- a. le navire ne disposait pas d'une autorisation en bonne et due forme de pratiquer la pêche ou des activités liées à la pêche telle que celle qui lui était exigée par son État de pavillon (23 pour cent des parties);
 - b. le navire ne disposait pas d'une autorisation en bonne et due forme de pratiquer la pêche ou des activités liées à la pêche telle que celle qui lui était exigée par l'État côtier concernant les zones relevant de la juridiction nationale de cet État (20 pour cent des parties);
 - c. des preuves manifestes indiquaient que le poisson qui se trouvait à bord avait été pris en contravention des prescriptions en vigueur imposées par un État côtier concernant les zones relevant de la juridiction nationale de cet État (17 pour cent des parties);
 - d. l'État du pavillon n'avait pas confirmé dans un délai raisonnable que le poisson qui se trouvait à bord du navire avait été pris dans le respect des exigences en vigueur imposées par une ORGP compétente (20 pour cent des parties);
 - e. il existait des raisons de penser que le navire s'était livré, de quelque autre manière, à la pêche INDNR ou à des activités liées à la pêche qui y contribuent (25 pour cent des parties).
26. En cas de refus d'utilisation des installations portuaires, la plupart des parties ont fait savoir qu'elles signalaient, dans la mesure du possible, leur décision à l'État du pavillon (82 pour cent), aux États côtiers concernés le cas échéant (71 pour cent) et aux ORGP/ARGP concernés le cas échéant (76 pour cent). Moins de la moitié (44 pour cent) ont déclaré avoir fait part de leur décision à d'autres organisations internationales concernées (**tableau 25**).
27. La majorité des parties (75 pour cent) ont indiqué qu'elles levaient l'interdiction d'utiliser leurs installations portuaires s'il existait des preuves suffisantes attestant que les motifs de l'interdiction étaient inadéquats ou erronés ou qu'ils ne s'appliquaient plus (**tableau 26**). Parmi elles, presque toutes (98 pour cent) déclarent notifier rapidement ceux qui avaient été informés de l'interdiction.

Niveaux et priorités en matière d'inspection (article 12)

28. Un peu plus de la moitié des parties (57 pour cent) ont affirmé avoir établi un niveau minimal pour l'inspection qu'elles estiment nécessaire pour atteindre les objectifs de l'Accord. Près de la moitié des parties (49 pour cent) ont indiqué avoir instauré une obligation d'atteindre ce niveau minimal, et 93 pour cent d'entre elles l'ont atteint (**tableau 27**). Le niveau d'inspection établi par ces parties varie de 15 à 88 pour cent selon les régions, la moyenne se situant à 51 pour cent.
29. Les parties ont indiqué si elles avaient mis en place des mesures pour établir des priorités en matière d'inspection de navires dans trois cas de figure (**tableau 28**) et si elles avaient procédé à des inspections dans ces trois cas (**tableau 29**). Le pourcentage de parties ayant confirmé qu'elles disposaient de mesures de ce type et qu'elles avaient réalisé des inspections s'établit comme suit pour chacun des cas de figure:
- a. navires qui n'ont pas été autorisés à entrer dans un port ou à utiliser un port, conformément à l'Accord (78 pour cent des parties ont mis en place des mesures pour accorder la priorité à ces navires et 25 pour cent ont procédé à des inspections);
 - b. demandes d'autres parties, États ou ORGP/ARGP pertinents souhaitant l'inspection de tel ou tel navire, en particulier lorsque ces demandes sont étayées par des éléments attestant que les navires en question ont été impliqués dans des faits de pêche INDNR ou des

activités liées à la pêche qui y contribuent (88 pour cent des parties ont mis en place des mesures pour accorder la priorité à ces demandes et 34 pour cent ont procédé à des inspections);

- c. autres navires pour lesquels il existe de sérieuses raisons de soupçonner qu'ils se sont livrés à la pêche INDNR ou à des activités liées à la pêche qui y contribuent (85 pour cent des parties ont mis en place des mesures pour accorder la priorité à ces navires et 33 pour cent ont procédé à des inspections).

Conduite des inspections (article 13)

30. En moyenne, cinq organismes interviennent dans la conduite des inspections d'un navire au port (**tableau 30**). Les plus souvent cités par les parties sont les suivants, par ordre décroissant: autorités chargées des pêches (97 pour cent), douanes (65 pour cent), autorités maritimes (61 pour cent), autorités portuaires (57 pour cent) et marine/garde-côtes (55 pour cent).
31. Les parties ont indiqué si ou dans quelle mesure elles appliquent les différentes procédures ci-après lors de leurs inspections (**tableau 31**):
 - a. prévoir l'exécution des fonctions énoncées à l'annexe B de l'Accord en tant que norme minimale (degré d'application élevé parmi les parties ayant répondu au questionnaire, avec une moyenne de 4,07⁶);
 - b. veiller à ce que les inspections soient réalisées par des inspecteurs dûment qualifiés et habilités à ces fins, compte tenu des lignes directrices pour la formation des inspecteurs qui figurent à l'annexe E de l'Accord (degré d'application élevé, avec une moyenne de 4,05⁷);
 - c. exiger que, avant de procéder à une inspection, les inspecteurs présentent au capitaine du navire un document officiel attestant leur qualité d'inspecteur (procédure appliquée par 92 pour cent des parties ayant répondu au questionnaire);
 - d. veiller à ce que les inspecteurs examinent toutes les zones pertinentes à bord du navire, les filets et tout autre engin de pêche et équipement, ainsi que tout document ou fichier conservé à bord permettant de vérifier que les mesures de conservation et de gestion applicables sont respectées (degré d'application élevé, avec une moyenne de 4,19⁸);
 - e. examiner le poisson, y compris par sondage, pour en déterminer la quantité et la composition avant que le débarquement ou le transbordement commence (procédure appliquée par 75 pour cent des parties ayant répondu au questionnaire);
 - f. inspecter le débarquement ou le transbordement pour déterminer la quantité et la composition des prises (procédure appliquée par 93 pour cent des parties ayant répondu au questionnaire, avec un niveau d'efficacité élevé qui s'établit en moyenne à 4,27⁹);
 - g. exiger que le capitaine du navire fournisse aux inspecteurs toute l'assistance et toute l'information nécessaires et leur montre, selon que de besoin, le matériel et les documents pertinents ou des copies certifiées conformes de ces derniers (procédure appliquée par 95 pour cent des parties ayant répondu au questionnaire);
 - h. en cas d'arrangements appropriés avec l'État du pavillon d'un navire, inviter cet État à participer à l'inspection (procédure appliquée par 48 pour cent des parties ayant répondu au questionnaire);
 - i. faire tous les efforts possibles afin d'éviter de retarder indûment le navire et de limiter le plus possible les interférences et les inconvénients, y compris toute présence inutile

⁶ Les parties étaient invitées à répondre sur une échelle allant de «1» (pas du tout) à «5» (totalelement).

⁷ Les parties étaient invitées à répondre sur une échelle allant de «1» (pas du tout) à «5» (totalelement).

⁸ Les parties étaient invitées à répondre sur une échelle allant de «1» (pas du tout) à «5» (totalelement).

⁹ Les parties étaient invitées à répondre sur une échelle allant de «1» (pas du tout) à «5» (totalelement).

d'inspecteurs à bord, et d'éviter toute action de nature à compromettre la qualité du poisson se trouvant à bord (procédure appliquée par 92 pour cent des parties ayant répondu au questionnaire);

- j. faire tous les efforts possibles afin de faciliter la communication avec le capitaine ou les principaux membres d'équipage du navire, y compris, lorsque que cela est possible et nécessaire, pour que l'inspecteur soit accompagné par un interprète (procédure appliquée par 85 pour cent des parties ayant répondu au questionnaire);
- k. veiller à ce que les inspections soient menées de manière impartiale, transparente et non discriminatoire et ne constituent un harcèlement pour aucun navire que ce soit (procédure appliquée par 95 pour cent des parties ayant répondu au questionnaire);
- l. ne pas priver le capitaine de la faculté de communiquer avec les autorités de l'État du pavillon, conformément au droit international (procédure appliquée par 85 pour cent des parties ayant répondu au questionnaire).

Portée du contenu des rapports d'inspection (article 14)

32. En ce qui concerne le contenu des rapports d'inspection (**tableau 32**), la plupart des parties fournissent, au minimum, l'information requise à l'annexe C de l'Accord (87 pour cent) et un peu plus de la moitié de ces parties (56 pour cent) fournissent plus de renseignements que ceux requis à cette annexe. La majorité des parties ayant répondu au questionnaire (70 pour cent) ont déclaré disposer d'un système pour signaler les cas de pêche INDNR détectés à la suite d'une inspection et la quasi-totalité de ces parties (95 pour cent) ont affirmé que ce système fonctionnait bien.

Transmission des résultats de l'inspection (article 15)

33. Les parties ont indiqué qu'elles transmettaient les résultats des inspections aux entités suivantes, par ordre décroissant (**tableau 33**): ORGP/ARGP (67 pour cent), États concernés pour lesquels l'inspection a permis de constater que le navire s'était livré à la pêche INDNR ou à des activités liées à la pêche qui y contribuent dans les eaux relevant de leur juridiction nationale (64 pour cent), État du pavillon du navire inspecté (61 pour cent), FAO (51 pour cent), État dont le capitaine du navire est ressortissant (39 pour cent) et autres organisations internationales concernées (20 pour cent).

Échange électronique d'information (article 16)

34. Pratiquement toutes les parties (95 pour cent) ont déclaré avoir désigné une autorité faisant fonction de point de contact pour l'échange d'informations au titre de l'Accord, et un peu moins de trois quarts des parties (74 pour cent) disposent d'un système national de communication permettant l'échange électronique direct d'informations pertinentes au titre de l'Accord (**tableau 34**).
35. Soixante-dix pour cent des parties utilisent un système électronique d'échange d'informations pour communiquer avec l'État du pavillon des navires ou avec d'autres États du port ou États côtiers (**tableau 35**). Parmi ces parties, les deux tiers environ (65 pour cent) ont indiqué utiliser des systèmes électroniques d'échange d'informations bilatéraux et 79 pour cent des systèmes électroniques d'échange d'informations régionaux. S'agissant de savoir dans quelle mesure les informations transmises au moyen des systèmes d'échange d'informations considérés sont conformes aux dispositions de l'annexe D de l'Accord, les parties ont fait état d'un degré de conformité intermédiaire à élevé, qui s'établit en moyenne à 3,64¹⁰.

Formation des inspecteurs (article 17)

36. En moyenne, les parties ont indiqué un degré de conformité élevé (3,92¹¹) avec les lignes directrices pour la formation des inspecteurs qui figurent à l'annexe E de l'Accord (**tableau 36**).

¹⁰ Les parties étaient invitées à répondre sur une échelle allant de «1» (pas du tout) à «5» (totalemment).

¹¹ Les parties étaient invitées à répondre sur une échelle allant de «1» (pas du tout) à «5» (totalemment).

Soixante-dix-huit pour cent des parties ont déclaré que des inspecteurs nationaux avaient participé à des formations sur les mesures du ressort de l'État du port organisées par d'autres États ou organisations, contre 61 pour cent en 2021. Les formations ont été dispensées dans la plupart des cas par la FAO (78 pour cent), suivie des ORGP/ARGP (58 pour cent), d'autres parties (49 pour cent) ou d'autres entités (44 pour cent), les plus souvent citées parmi ces dernières étant les organes consultatifs régionaux des pêches (OCRP) et les organisations internationales non gouvernementales (OING).

Mesures prises par l'État du port à la suite d'une inspection (article 18)

37. Dans les cas où, à l'issue d'une inspection, il y a de sérieuses raisons de supposer qu'un navire s'est livré à la pêche INDNR, les parties ont indiqué qu'elles communiquaient leurs conclusions dans les meilleurs délais à l'État du pavillon (80 pour cent), aux États côtiers concernés (77 pour cent), aux ORGP/ARGP concernés (81 pour cent) et à d'autres organisations internationales concernées (41 pour cent) (**tableau 37**). En pareilles circonstances, 83 pour cent des parties ont signalé qu'elles avaient une procédure en place pour interdire au navire en question l'utilisation de leurs installations portuaires et 18 pour cent ont confirmé qu'il leur était arrivé de refuser l'utilisation de leur port (**tableau 38**).

Informations concernant les recours dans l'État du port (article 19)

38. Un peu plus de la moitié des parties ont établi une procédure permettant de tenir à la disposition du public toute information relative aux voies de recours possibles à l'égard des mesures du ressort de l'État du port prises en vertu des articles 9, 11, 13 et 18 de l'Accord (**tableau 39**). Un peu moins de 70 pour cent des parties ont établi une procédure permettant de tenir à la disposition du propriétaire, de l'exploitant, du capitaine ou du représentant d'un navire toute information relative aux possibles voies de recours à l'égard des mesures du ressort de l'État du port prises en vertu des articles 9, 11, 13 et 18 de l'Accord (**tableau 40**) et un peu moins de 60 pour cent des parties ont fourni ce type d'informations (**tableau 41**). Soixante-huit pour cent des parties ont établi des mesures pour informer l'État du pavillon, le propriétaire, l'exploitant, le capitaine ou le représentant de l'issue de tout recours et plus de la moitié (55 pour cent) ont fourni ce type d'informations (**tableau 42**). Dans les cas où d'autres parties, États ou organisations internationales ont été informés de la décision prise précédemment en vertu des articles 9, 11, 13 ou 18 de l'Accord, 63 pour cent des parties ont établi une procédure pour les informer de toute éventuelle modification de cette décision et la moitié les ont informés en pareil cas.

Rôle de l'État du pavillon (article 20)

39. Les parties ont fait état des différentes mesures qu'elles appliquent en leur qualité d'État du pavillon, à savoir (**tableau 43**):
- a. demander aux navires autorisés à battre leur pavillon de coopérer avec l'État du port aux inspections effectuées en vertu de l'Accord (85 pour cent des parties);
 - b. conformément au paragraphe 2 de l'article 20 de l'Accord, demander, le cas échéant, à l'État concerné d'inspecter le navire ou de prendre des mesures d'une autre nature compatibles avec l'Accord (85 pour cent des parties);
 - c. encourager les navires autorisés à battre leur pavillon à débarquer, transborder, conditionner et transformer le poisson et à utiliser les autres services portuaires dans les ports des États qui agissent conformément à l'Accord ou du moins sans en enfreindre les dispositions (75 pour cent des parties);
 - d. dans les cas où elles reçoivent, à la suite d'une inspection effectuée par l'État du port, un rapport d'inspection indiquant qu'il existe de sérieuses raisons de penser qu'un navire autorisé à battre leur pavillon s'est livré à la pêche INDNR ou à des activités liées à la pêche qui y contribuent, mener une enquête immédiate et approfondie sur la question et, si elles disposent d'indications suffisantes, prendre sans attendre les mesures coercitives prévues par leurs lois et règlements (90 pour cent des parties);
 - e. faire rapport aux autres parties, aux États du port ou autres États appropriés, aux organisations régionales de gestion des pêches appropriées et à la FAO, sur les mesures qu'elles ont prises à l'égard des navires autorisés à battre leur pavillon pour lesquels il a été établi, au regard des mesures du ressort de l'État du port prises en vertu de l'Accord, qu'ils sont impliqués dans des activités de pêche INDNR ou des activités liées à la pêche qui y contribuent (80 pour cent des parties);
 - f. veiller à ce que les mesures appliquées aux navires autorisés à battre leur pavillon soient au moins aussi efficaces que les mesures appliquées aux navires visés au paragraphe 1 de l'article 3 pour prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche INDNR et les activités liées à la pêche qui y contribuent (90 pour cent des parties).

Besoins des États en développement (article 21)

40. Plus de deux tiers des parties concernées (68 pour cent) ont obtenu une assistance extérieure pour l'application de l'Accord (**tableau 44**). Comme en 2021, l'entité ayant fourni une assistance la plus souvent citée est la FAO (97 pour cent), suivie d'autres États (40 pour cent), d'ORGP/ARGP (35 pour cent) et d'autres entités (35 pour cent), les plus souvent mentionnées parmi ces dernières étant les OCRP et les OING.

Attribution aux ports désignés d'un code du Répertoire de codes des Nations Unies pour les lieux utilisés pour le commerce et les transports (LOCODE-ONU) (question supplémentaire)

41. Près des trois quarts des parties ont indiqué que leurs ports désignés avaient reçu un code LOCODE-ONU, ce qui représente une progression par rapport à la proportion enregistrée en 2021 qui était de 57 pour cent (**tableau 45**).

III. Synthèse des réponses reçues des ORP

Taux de réponse des ORP

42. Vingt-cinq¹² ORP ont répondu au questionnaire.

Questions préliminaires

43. Parmi les ORP qui ont répondu au questionnaire, 64 pour cent ont adopté des décisions, des mesures, des recommandations ou des instruments similaires qui sont compatibles avec les mesures définies dans l'Accord, et un ORP envisage de le faire. Quarante-huit pour cent des mesures adoptées ont été qualifiées de contraignantes.

Emploi des termes (article premier)

44. Quarante-huit pour cent des ORP ont indiqué que les décisions comprenaient des définitions qui concordaient avec l'article premier de l'Accord; 57 pour cent percent définissent séparément la pêche et les activités liées à la pêche ou font une distinction entre la pêche et les activités liées à la pêche, et 57 pour cent emploient une définition du terme «navire» qui englobe la pêche et les activités liées à la pêche.

Application (article 3)

45. Soixante-huit pour cent des ORP ont indiqué que les décisions requéraient des parties/membres qu'ils appliquent les mesures aux navires qui ne sont pas autorisés à battre leur pavillon et qui cherchent à entrer dans leurs ports, 23 pour cent que les décisions s'appliquaient à la pêche artisanale de subsistance, 41 pour cent que les décisions prévoyaient des dispositions concernant les navires affrétés et 48 pour cent que les décisions requéraient des parties/membres qu'ils appliquent aux navires affrétés des mesures aussi efficaces que celles appliquées aux navires autorisés à battre leur pavillon.

Relations avec le droit international et d'autres instruments internationaux (article 4)

46. Trente-six pour cent des ORP ont déclaré que les décisions comprenaient des mesures plus strictes ou requéraient l'application de mesures plus strictes que celles définies dans le cadre de l'Accord.

Coopération et échange d'informations (article 6)

47. Soixante-dix-sept pour cent des ORP ont déclaré avoir adopté des décisions qui établissent un mécanisme de coopération et d'échange d'informations entre les parties/membres, et 59 pour cent ont indiqué que les décisions établissaient également un mécanisme de coopération et d'échange d'informations entre les parties/membres et d'autres États concernés, la FAO et d'autres organisations internationales et ORGP concernées.

¹² Accord relatif aux pêches dans le sud de l'océan Indien (APSOI), Centre de développement des pêches de l'Asie du Sud-Est (SEAFDEC), Comité des pêches pour l'Atlantique Centre-Est (COPACE), Commission baleinière internationale (CBI), Commission des pêches de l'Atlantique Nord-Est (CPANE), Commission des pêches et de l'aquaculture pour l'Asie centrale et le Caucase (CACFish), Commission des pêches intérieures pour l'Amérique latine (COPESCAL), Commission des pêches pour l'Atlantique Centre-Ouest (COPACO), Commission des pêches pour le Pacifique central et occidental (CPPOC), Commission des poissons anadromes du Pacifique Nord (NPAFC), Commission des thons de l'océan Indien (CTOI), Commission européenne consultative pour les pêches et l'aquaculture dans les eaux intérieures (CECPAI), Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM), Commission interaméricaine du thon tropical (CITT), Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA), Commission pour la conservation du thon rouge du sud (CCSBT), Commission sous-régionale des pêches (CSRP), Conférence ministérielle sur la coopération halieutique entre les États africains riverains de l'océan Atlantique (COMHAFAT), Mécanisme régional des pêches des Caraïbes (CRFM), Organisation des pêches de l'Atlantique du Sud-Est (OPASE), Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest (NAFO), Organisation du secteur des pêches et de l'aquaculture de l'isthme centraméricain (OSPESCA), Organisation pour les sciences marines dans le Pacifique Nord (PICES), Organisation régionale de gestion des pêches du Pacifique Sud (SPRFMO) et Programme du golfe du Bengale – Organisation intergouvernementale (BOBP-IGO).

Désignation des ports (article 7)

48. Soixante-treize pour cent des ORP ont indiqué avoir adopté des décisions qui requièrent des parties/membres qu'ils désignent et fassent connaître les ports dans lesquels les navires peuvent demander à entrer, et 68 pour cent ont dit qu'ils recevaient cette liste des ports et qu'ils la publiaient. Par ailleurs, 64 pour cent des ORP ont indiqué que les décisions exigeaient des parties/membres qu'ils disposent de capacités suffisantes pour mener des inspections dans ces ports.

Demande préalable d'entrée au port (article 8)

49. Soixante-huit pour cent des ORP ont indiqué que les décisions requéraient des parties/membres qu'ils exigent une demande préalable d'entrée au port. Dans 59 pour cent des cas, cette demande doit contenir au minimum les informations figurant à l'annexe A de l'Accord et, en moyenne, elle doit être présentée 42 heures à l'avance.

Autorisation ou refus d'entrée dans le port (article 9)

50. S'agissant de l'autorisation ou du refus d'entrée dans le port, les ORP ont fait état de décisions qui requièrent des parties/membres qu'ils prennent les mesures suivantes:
- a. décider d'autoriser ou de refuser l'entrée dans le port à l'issue des contrôles préalables nécessaires, notamment l'examen des informations reçues dans la demande préalable (68 pour cent);
 - b. communiquer la décision prise au capitaine du navire ou à son représentant (50 pour cent);
 - c. communiquer un refus d'entrée à l'État du pavillon du navire et, le cas échéant et dans la mesure du possible, aux États côtiers concernés, aux ORGP compétentes et aux autres organisations internationales appropriées (59 pour cent);
 - d. refuser l'accès au port s'ils disposent de preuves suffisantes permettant d'établir qu'un navire demandant l'entrée dans un port s'est livré à des activités de pêche INDNR, en particulier si ce navire figure sur une liste de navires s'étant livrés à une telle pêche ou à des activités liées à cette pêche adoptée par une ORGP compétente (59 pour cent);
 - e. lorsqu'ils disposent de preuves suffisantes qu'un navire s'est livré à des activités de pêche INDNR ou des activités liées à la pêche qui y contribuent, autoriser l'entrée du navire dans le port exclusivement pour l'inspecter et prendre d'autres mesures appropriées (64 pour cent);
 - f. lorsqu'ils disposent de preuves suffisantes qu'un navire se trouvant au port s'est livré à la pêche INDNR, interdire au navire en question d'utiliser leurs ports pour le débarquement et le transbordement ainsi que pour d'autres services portuaires, tels que, entre autres, l'approvisionnement en carburant et l'avitaillement, l'entretien et la mise en cale sèche (59 pour cent).

Force majeure ou détresse (article 10)

51. Cinquante-neuf pour cent des ORP ont adopté des décisions qui prévoient des dispositions autorisant l'entrée au port en cas de force majeure ou de détresse; dans 59 pour cent des cas, ces décisions autorisent l'entrée au port uniquement pour porter assistance aux personnes, aux navires ou aux aéronefs en danger ou en détresse.

Utilisation des ports (article 11)

52. Les ORP ont fait état de l'existence de décisions qui exigent des parties/membres qu'ils refusent l'utilisation du port à un navire:
- a. s'ils constatent que le navire ne dispose pas d'une autorisation en bonne et due forme de pratiquer la pêche ou des activités liées à la pêche, ainsi que l'exige son État de pavillon (64 pour cent);

- b. s'ils constatent que le navire ne dispose pas d'une autorisation en bonne et due forme de pratiquer la pêche ou des activités liées à la pêche, ainsi que l'exige un État côtier en ce qui concerne les zones relevant de la juridiction nationale de cet État (50 pour cent);
 - c. s'ils reçoivent des preuves manifestes que le poisson qui se trouve à bord a été pris en contravention des prescriptions en vigueur imposées par un État côtier concernant les zones relevant de la juridiction nationale de cet État (48 pour cent);
 - d. si l'État du pavillon ne confirme pas dans un délai raisonnable, à la demande de l'État du port, que le poisson qui se trouve à bord du navire a été pris dans le respect des exigences en vigueur imposées par une ORGP compétente (59 pour cent);
 - e. s'ils ont des raisons de penser que le navire s'est livré, de quelque autre manière, à des activités de pêche INDNR ou des activités liées à la pêche qui y contribuent, à moins que le navire puisse établir:
 - i. qu'il agissait de manière compatible avec les mesures de conservation et de gestion pertinentes (59 pour cent);
 - ii. dans le cas d'apport de personnel, de carburant, d'engins et d'autres approvisionnements en mer, que le navire approvisionné ne figurait pas, au moment de l'approvisionnement, sur une liste de navires s'étant livrés à des activités de pêche INDNR ou à des activités liées à la pêche INDNR adoptée par une ORGP compétente (52 pour cent).
53. Nonobstant d'éventuelles exceptions, les ORP ont indiqué que les décisions permettaient aux parties/membres d'autoriser l'utilisation des services portuaires: lorsqu'ils sont indispensables à la sécurité ou à la santé de l'équipage ou à la sécurité du navire, à condition que le besoin de ces services soit dûment prouvé (76 pour cent); et selon qu'il convient pour la mise au rebut du navire (38 pour cent).
54. Enfin, les ORP ont fait état de l'existence de décisions qui:
- a. requièrent des parties/membres qu'ils notifient dans les meilleurs délais l'interdiction d'utilisation du port aux États côtiers concernés, aux ORGP compétentes et aux autres organisations internationales appropriées (64 pour cent);
 - b. permettent aux parties/membres de lever l'interdiction d'utiliser les installations portuaires s'il existe des preuves suffisantes attestant que les motifs de l'interdiction étaient inadéquats ou infondés ou qu'ils n'ont plus lieu d'être pris en compte (55 pour cent);
 - c. requièrent des parties/membres, dans l'éventualité où l'interdiction serait levée, qu'ils en informent dans les meilleurs délais les destinataires de la notification d'interdiction (50 pour cent).

Niveaux et priorités en matière d'inspection (article 12)

55. Quarante-cinq pour cent des ORP ont déclaré avoir adopté des décisions qui requièrent des parties/membres qu'ils définissent un niveau annuel d'inspections à atteindre. En matière d'inspection, la priorité doit être accordée aux navires auxquels l'entrée dans un port ou l'utilisation des installations portuaires a été interdite en application des décisions (43 pour cent des ORP), aux demandes fondées d'autres parties, États ou ORGP pertinents (59 pour cent) et aux navires pour lesquels il existe de sérieuses raisons de soupçonner qu'ils se sont livrés à des activités de pêche INDNR ou des activités liées à la pêche qui y contribuent (55 pour cent).

Conduite des inspections (article 13)

56. Cinquante pour cent des ORP ont indiqué que les décisions adoptées en matière de conduite des inspections définissaient une norme minimale s'agissant des fonctions dont devaient s'acquitter les inspecteurs, et parmi elles, 91 pour cent ont confirmé que cette norme minimale concordait avec l'annexe B de l'Accord. Concernant les procédures d'inspection définies aux alinéas du

paragraphe 2 de l'article 13 de l'Accord, 38 à 67 pour cent des ORP ont confirmé que ces procédures figuraient dans les décisions adoptées.

Résultats des inspections (article 14)

57. Soixante-sept pour cent des ORP ont indiqué que les décisions requéraient des parties/membres qu'ils joignent les informations minimales requises, conformément à l'annexe C de l'Accord, au rapport écrit fournissant les résultats de chaque inspection.

Transmission des résultats de l'inspection (article 15)

58. Les ORP ont fait état de l'existence de décisions qui exigent que les résultats de toute inspection soient transmis à l'État du pavillon et, selon le cas:

- a. aux parties et États appropriés, y compris:
 - i. aux États concernés pour lesquels l'inspection a permis de constater que le navire s'était livré à la pêche INDNR ou à des activités liées à la pêche qui y contribuent dans les eaux relevant de leur juridiction nationale (71 pour cent);
 - ii. à l'État dont le capitaine du navire est ressortissant (48 pour cent);
- b. aux ORGP compétentes (57 pour cent);
- c. à la FAO et à d'autres organisations internationales appropriées (43 pour cent).

Échange électronique d'information (article 16)

59. Trente-huit pour cent des ORP ont indiqué qu'il était stipulé dans les décisions que les parties/membres devaient établir un système de communication permettant l'échange électronique direct des informations, en tenant dûment compte des exigences appropriées en matière de confidentialité. Quarante-trois pour cent des ORP ont dit coopérer avec la FAO pour établir un mécanisme de partage d'informations et 38 pour cent ont fait savoir que les décisions adoptées exigeaient des parties/membres qu'ils coopèrent avec la FAO pour établir un tel mécanisme. Soixante et onze pour cent des ORP ont indiqué avoir adopté des décisions qui requièrent des parties/membres qu'ils désignent une autorité faisant fonction de point de contact pour l'échange d'informations au titre de ces décisions. Parmi les ORP ayant répondu au questionnaire, 43 pour cent ont dit fournir à la FAO des informations sur les mesures ou décisions prises et mises en application qui se rapportent à l'Accord en vue de leur intégration dans le mécanisme de partage d'informations.

Formation des inspecteurs (article 17)

60. Quarante-huit pour cent des ORP ont déclaré avoir adopté des décisions en vertu desquelles les parties/membres sont tenus de veiller à ce que leurs inspecteurs soient correctement formés; dans 43 pour cent des cas, les décisions comprennent des dispositions relatives à la formation des inspecteurs, et parmi ces décisions, 88 pour cent intègrent les lignes directrices figurant à l'annexe E de l'Accord ou en tiennent compte.

Mesures prises par l'État du port à la suite d'une inspection (article 18)

61. Lorsque, à l'issue d'une inspection, il y a de sérieuses raisons de penser qu'un navire s'est livré à la pêche INDNR ou à des activités liées à la pêche qui y contribuent, les décisions adoptées par les ORP requièrent des parties/membres qu'ils:

- a. informent dans les meilleurs délais l'État du pavillon du navire et les autres entités concernées de leurs conclusions (71 pour cent);
- b. interdisent au navire en question l'utilisation de leurs installations portuaires (67 pour cent);
- c. autorisent le navire en question à utiliser les services portuaires qui sont indispensables à la santé ou à la sécurité de l'équipage ou à la sécurité du navire (80 pour cent).

Informations concernant les recours dans l'État du port (article 19)

62. Les ORP ont fait état de l'existence de décisions qui requièrent des parties/membres qu'ils tiennent à la disposition du public et fournissent au propriétaire, à l'exploitant, au capitaine ou au représentant d'un navire, sur demande, toute information pertinente relative aux éventuelles voies de recours concernant les mesures du ressort de l'État du port qui sont prises, y compris:
- les informations relatives aux services publics et aux institutions judiciaires existant à cet effet (38 pour cent);
 - les informations concernant tout droit de réparation (24 pour cent).
63. Quarante-cinq pour cent des ORP ont indiqué que les décisions adoptées exigeaient des parties/membres qu'ils informent l'État du pavillon, le propriétaire, l'exploitant, le capitaine ou le représentant, selon le cas, de l'issue de tout recours de cette nature, et 45 pour cent ont fait savoir que, dans les cas où d'autres parties, États ou organisations internationales avaient été informés de la décision prise précédemment en vertu des articles 9, 11, 13 ou 18, les décisions exigeaient des parties/membres qu'ils les informent de toute éventuelle modification de cette décision.

Rôle de l'État du pavillon (article 20)

64. Les ORP ont indiqué que les décisions adoptées prévoyaient des mesures en vertu desquelles les parties/membres devaient:
- demander aux navires autorisés à battre leur pavillon de coopérer avec l'État du port aux inspections effectuées en vertu desdites décisions (67 pour cent);
 - lorsqu'ils avaient de sérieuses raisons de penser qu'un navire autorisé à battre leur pavillon s'était livré à la pêche INDNR ou à des activités liées à la pêche qui y contribuent et qu'il cherchait à entrer dans le port d'un autre État, ou qu'il s'y trouvait, demander à cet État d'inspecter le navire ou de prendre toute autre mesure compatible avec les décisions (43 pour cent);
 - encourager les navires autorisés à battre leur pavillon à débarquer, transborder, conditionner et transformer le poisson et à utiliser d'autres services portuaires dans les ports des États qui sont également concernés par ces décisions (43 pour cent);
 - mettre en place des procédures impartiales, transparentes et non discriminatoires pour repérer tout État qui n'agirait pas conformément aux décisions ou du moins sans en enfreindre les dispositions (43 pour cent);
 - dans les cas où, à la suite d'une inspection effectuée par l'État du port, ils reçoivent un rapport d'inspection indiquant qu'il existe de sérieuses raisons de penser qu'un navire autorisé à battre leur pavillon s'est livré à la pêche INDNR ou à des activités liées à la pêche qui y contribuent, mener une enquête immédiate et complète sur la question et, s'ils disposent d'indications suffisantes, prendre sans attendre les mesures coercitives prévues par leurs lois et règlements (67 pour cent);
 - faire rapport aux autres parties/membres, aux États du port appropriés et, le cas échéant, aux autres entités appropriées sur les mesures qu'ils ont prises à l'égard des navires autorisés à battre leur pavillon pour lesquels il a été établi, au regard des mesures du ressort de l'État du port prises en vertu des décisions, qu'ils se sont livrés à des activités de pêche INDNR ou des activités liées à la pêche qui y contribuent (62 pour cent);
 - veiller à ce que les mesures appliquées aux navires autorisés à battre leur pavillon soient au moins aussi efficaces que les mesures appliquées aux navires dans le champ d'application des décisions pour prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche INDNR et les activités liées à la pêche qui y contribuent (62 pour cent).

Besoins des États en développement (article 21)

65. Soixante-deux pour cent des ORP ont déclaré que les décisions adoptées requéraient des parties/membres qu'ils reconnaissent pleinement les besoins particuliers des parties/membres qui sont des États en développement pour ce qui est de l'application de mesures du ressort de l'État du port.
66. Les ORP ont fait état de l'inclusion dans leurs décisions de mesures qui requièrent des parties/membres qu'ils fournissent une assistance aux États en développement, soit directement, soit par l'intermédiaire de la FAO, afin, notamment:
 - a. de renforcer leur faculté, en particulier celle des moins avancés d'entre eux et celle des petits États insulaires en développement, d'établir un cadre juridique et de développer leurs capacités en vue de l'application de mesures du ressort de l'État du port efficaces (48 pour cent des ORP);
 - b. de faciliter leur participation au sein de toute organisation internationale qui encourage l'élaboration et l'application effectives des mesures du ressort de l'État du port (52 pour cent des ORP);
 - c. de faciliter l'assistance technique destinée à renforcer l'élaboration et l'application des mesures du ressort de l'État du port par ces États, en coordination avec les mécanismes internationaux appropriés (52 pour cent des ORP).
67. Quarante-huit pour cent des ORP ont adopté des décisions qui requièrent des parties/membres qu'ils tiennent dûment compte des besoins particuliers des parties qui sont des États du port en développement, en particulier ceux des moins avancés d'entre eux et des petits États insulaires en développement, afin d'éviter qu'une charge excessive résultant de la mise en œuvre des décisions ne soit transférée, directement ou indirectement, vers eux. Trente-huit pour cent des ORP ont dit avoir adopté des décisions qui requièrent, lorsqu'il est avéré qu'il y a eu transfert d'une charge excessive, que les parties/membres coopèrent pour faciliter aux parties concernées qui sont des États en développement l'exécution d'obligations spécifiques au titre des décisions. Enfin, 52 pour cent des ORP ont adopté des décisions qui requièrent des parties/membres qu'ils évaluent les besoins particuliers des parties qui sont des États en développement concernant la mise en œuvre des décisions.

Tiers à l'Accord (article 23)

68. Soixante-sept pour cent des ORP ont indiqué que les décisions adoptées requéraient des parties/membres qu'ils prennent des mesures justes, non discriminatoires et transparentes, compatibles avec les décisions et le droit international applicable, en vue de dissuader les parties tierces de se livrer à des activités qui compromettent la mise en œuvre effective des décisions.

ANNEXE**Analyse statistique des réponses des parties au
questionnaire 2023-2024 aux fins de l'examen et de
l'évaluation de l'efficacité de l'Accord relatif aux mesures
du ressort de l'État du port**

Abréviations et acronymes

| | |
|-------------|--|
| Accord | Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée |
| FAO | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture |
| MREP | mesures du ressort de l'État du port |
| OIG | organisation intergouvernementale |
| ORGP/ARGP | organisation régionale de gestion des pêches ou arrangement régional de gestion des pêches |
| parties | parties à l'Accord |
| pêche INDNR | pêche illicite, non déclarée et non réglementée |
| SIA | système d'identification automatique |
| SSN | système de surveillance des navires par satellite |

Tableau 1

Parties ayant répondu au questionnaire aux fins de l'examen et de l'évaluation de l'efficacité de l'Accord

| Région de la FAO | Parties | 2021 | 2024 |
|-----------------------------|-----------------------|------|------|
| Afrique | Angola | - | |
| | Bénin | - | √ |
| | Cabo Verde | - | √ |
| | Comores | - | √ |
| | Côte d'Ivoire | √ | √ |
| | Érythrée | - | |
| | Gabon | √ | √ |
| | Gambie | √ | √ |
| | Ghana | √ | √ |
| | Guinée | √ | √ |
| | Kenya | √ | √ |
| | Libéria | √ | |
| | Madagascar | √ | √ |
| | Mauritanie | | √ |
| | Maurice | √ | √ |
| | Maroc | - | √ |
| | Mozambique | √ | √ |
| | Namibie | √ | √ |
| | Nigéria | - | √ |
| | Sao Tomé-et-Principe | √ | √ |
| | Sénégal | √ | √ |
| | Seychelles | | |
| | Sierra Leone | | |
| Afrique du Sud | √ | | |
| Togo | √ | √ | |
| Amérique du Nord | Canada | √ | √ |
| | États-Unis d'Amérique | √ | √ |
| Amérique latine et Caraïbes | Bahamas | √ | |
| | Barbade | | |
| | Chili | √ | √ |
| | Costa Rica | √ | √ |
| | Cuba | | |
| | Dominique | √ | √ |
| | Équateur | √ | √ |
| | Grenade | | |
| | Guyana | √ | √ |
| | Mexique | - | √ |
| | Nicaragua | √ | √ |
| | Panama | √ | √ |
| Pérou | √ | √ | |

| Région de la FAO | Parties | 2021 | 2024 |
|---|---------------------------------|-----------|-----------|
| | Saint-Kitts-et-Nevis | √ | √ |
| | Saint-Vincent-et-les Grenadines | √ | |
| | Trinité-et-Tobago | √ | √ |
| | Uruguay | √ | √ |
| Asie | Bangladesh | √ | √ |
| | Cambodge | √ | √ |
| | Indonésie | √ | √ |
| | Japon | √ | √ |
| | Maldives | √ | √ |
| | Myanmar | √ | √ |
| | Philippines | √ | √ |
| | République de Corée | √ | √ |
| | Sri Lanka | | √ |
| | Thaïlande | √ | √ |
| | Timor-Leste | - | √ |
| | Viet Nam | √ | √ |
| | Europe | Albanie | √ |
| Danemark* | | √ | |
| Union européenne | | √ | √ |
| France* | | √ | √ |
| Islande | | √ | √ |
| Monténégro | | √ | |
| Norvège | | √ | √ |
| Fédération de Russie | | - | √ |
| Türkiye | | √ | √ |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | √ | √ | |
| Pacifique Sud-Ouest | Australie | √ | √ |
| | Fidji | √ | |
| | Îles Marshall | - | √ |
| | Nouvelle-Zélande | √ | √ |
| | Palaos | | |
| | Papouasie-Nouvelle-Guinée | - | √ |
| | Tonga | √ | √ |
| | Vanuatu | | √ |
| Proche-Orient | Djibouti | √ | √ |
| | Libye | √ | √ |
| | Oman | | √ |
| | Somalie | | |
| | Soudan | √ | |
| Total | | 56 | 61 |

Note: Les pays en regard desquels figure un tiret n'étaient pas parties à l'Accord au moment où les réponses au questionnaire ont été recueillies pour l'année en question.

* Y compris les territoires d'outre-mer dans lesquels l'Accord est appliqué.

Tableau 2

Taux de réponse par région de la FAO: comparaison

| Région de la FAO | Nombre de parties ayant répondu | Taux de réponse en pourcentage du nombre de parties que compte la région |
|--|---------------------------------|--|
| Afrique | 19 | 76,00 |
| Amérique du Nord | 2 | 100,00 |
| Amérique latine et Caraïbes | 12 | 70,59 |
| Asie | 12 | 100,00 |
| Europe | 7 | 70,00 |
| Pacifique Sud-Ouest | 6 | 75,00 |
| Proche-Orient | 3 | 60,00 |
| Total (en nombre et en pourcentage) | 61 | 77,22 |

Tableau 3

La législation permet-elle aux parties de s'acquitter de leurs obligations au titre de l'Accord? (article 3)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties ayant examiné leur législation afin de déterminer si celle-ci leur permet de s'acquitter des obligations découlant de l'Accord (ou ne l'ayant pas fait mais ayant l'intention de le faire) (%) | Parties dont la législation ne doit pas être modifiée (%)* | Mesure dans laquelle les changements ont été apportés (moyenne)** |
|--|--|--|---|
| Afrique (19) | 89,47 (100,00) | 23,53 | 3,77 |
| Amérique du Nord (2) | 100,00 (-) | 0,00 | 5,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 83,33 (100,00) | 30,00 | 3,71 |
| Asie (12) | 91,67 (100,00) | 36,36 | 4,14 |
| Europe (7) | 100,00 (-) | 42,86 | 4,00 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 83,33 (100,00) | 40,00 | 3,33 |
| Proche-Orient (3) | 66,67 (100,00) | 100,00 | - |
| Total (61) et moyennes | 88,52 (100,00) | 33,33 | 3,89 |

* Parmi celles qui ont examiné leur législation.

** Parmi les parties dont la législation devait être modifiée. Moyenne des réponses, comprise entre «1» (pas du tout) et «5» (totalemment).

Tableau 4

Procédures liées à la pêche artisanale et à l'affrètement (article 3) (%)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Pêche artisanale | | Affrètement | |
|---|--|--|---|---|
| | Le cas échéant, parties travaillant en coopération avec des pays voisins pour empêcher que les acteurs de la pêche artisanale de subsistance ne se livrent à la pêche INDNR* | Parties ayant pris des mesures pour que cette activité ne contribue pas à la pêche INDNR** | Le cas échéant, parties appliquant l'Accord aux navires qu'elles affrètent pour pêcher dans des zones relevant de leur juridiction nationale*** | Parties ayant pris des mesures pour faire en sorte que ces navires soient soumis à des mesures aussi efficaces que celles qu'elles appliquent aux navires battant leur pavillon** |
| Afrique (19) | 93,75 | 100,00 | 78,57 | 90,91 |
| Amérique du Nord (2) | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 72,73 | 87,50 | 75,00 | 83,33 |
| Asie (12) | 100,00 | 100,00 | 0,00 | - |
| Europe (7) | 100,00 | 100,00 | 75,00 | 100,00 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 100,00 | 100,00 | 80,00 | 75,00 |
| Proche-Orient (3) | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Total (61) et moyennes | 90,91 | 97,50 | 68,42 | 88,46 |

* Dix-sept parties ont indiqué que cette question était sans objet et n'ont pas été comptabilisées dans cette colonne.

** Parmi celles qui ont répondu par l'affirmative à la question précédente.

*** Vingt-trois parties ont indiqué que cette question était sans objet et n'ont pas été comptabilisées dans cette colonne.

Tableau 5

Procédures liées aux conteneurs (article 3) (%)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties ayant mis en place des procédures pour vérifier si le poisson qui se trouve à bord de navires porte-conteneurs a été débarqué auparavant | Parties ayant constaté la présence d'un navire porte-conteneurs transportant du poisson n'ayant pas été débarqué précédemment* | Dans le cas d'un conteneur transportant du poisson n'ayant pas été débarqué précédemment, parties ayant déterminé que le poisson était issu de la pêche INDNR* | Parties ayant constaté la présence d'un navire porte-conteneurs transportant du poisson ayant été débarqué précédemment qui était issu de la pêche INDNR |
|--|--|--|--|--|
| Afrique (19) | 57,89 | 9,09 | 0,00 | 0,00 |
| Amérique du Nord (2) | 100,00 | 0,00 | - | 50,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 25,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| Asie (12) | 66,67 | 0,00 | - | 0,00 |
| Europe (7) | 71,43 | 0,00 | - | 14,29 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 66,67 | 0,00 | - | 0,00 |
| Proche-Orient (3) | 33,33 | 0,00 | - | 0,00 |
| Total (61) et moyennes | 55,74 | 2,94 | 0,00 | 3,28 |

* Parmi celles qui ont répondu par l'affirmative à la question précédente.

Tableau 6

Application de mesures pertinentes pour l'Accord qui relèvent d'ORGP/ARGP (article 4) (%)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties qui mettent en œuvre des mesures pertinentes pour l'Accord en application des exigences des différents ORGP/ARGP* |
|--|---|
| Afrique (19) | 94,74 |
| Amérique du Nord (2) | 100,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 91,67 |
| Asie (12) | 83,33 |
| Europe (7) | 100,00 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 100,00 |
| Proche-Orient (3) | 100,00 |
| Total (61) et moyennes | 93,33 |

* Une partie a indiqué que cette question était sans objet et n'a pas été comptabilisée dans cette colonne.

Tableau 7

Coordination entre les différents organismes compétents aux fins de l'application de l'Accord (article 5)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Mesure dans laquelle des dispositions ont été prises pour permettre l'échange d'informations et la coordination des activités entre les différents organismes compétents aux fins de l'application de l'Accord* (nombre moyen d'entités jouant un rôle) | Classement des entités intervenant dans l'application de l'Accord les plus souvent citées (%) | | | | |
|---|--|---|----------------------|--------------|--------------------|---------------------|
| | | Pêcheries | Autorités portuaires | Douanes | Marine/garde-côtes | Autorités maritimes |
| Afrique (19) | 3,89 (9,00) | 100,00 | 100,00 | 94,44 | 94,74 | 94,74 |
| Amérique du Nord (2) | 5,00 (7,50) | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 3,58 (6,92) | 100,00 | 75,00 | 83,33 | 83,33 | 75,00 |
| Asie (12) | 4,17 (7,17) | 100,00 | 91,67 | 100,00 | 72,73 | 58,33 |
| Europe (7) | 4,57 (6,43) | 100,00 | 85,71 | 57,14 | 85,71 | 71,43 |
| Pacifique Sud-Ouest (5) | 4,00 (7,67) | 100,00 | 83,33 | 83,33 | 50,00 | 100,00 |
| Proche-Orient (3) | 2,67 (7,67) | 100,00 | 100,00 | 66,67 | 100,00 | 100,00 |
| Total (60) et moyennes | 3,95 (7,69) | 100,00 | 90,16 | 86,67 | 83,33 | 81,97 |

Les autres entités mentionnées sont les suivantes: services d'immigration (68,97 %), services vétérinaires et de contrôle sanitaire/quarantaine (66,10 %), police (55,17 %), services de santé (51,72 %), autorités chargées du commerce (40,35 %), autorités chargées du travail (36,84 %) et «autres» (27,59 %).

* Moyenne des réponses, comprise entre «1» (pas du tout) et «5» (totalement).

Tableau 8

Intégration des MREP dans un ensemble d'autres mesures visant à contrecarrer la pêche INDNR (article 5)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Degré d'intégration des MREP dans d'autres mesures visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche INDNR, notamment celles exposées dans le Plan d'action international visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche INDNR* |
|--|--|
| Afrique (18) | 3,89 |
| Amérique du Nord (2) | 5,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 3,58 |
| Asie (12) | 4,25 |
| Europe (7) | 4,57 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 4,33 |
| Proche-Orient (3) | 3,00 |
| Total (60) et moyennes | 4,02 |

* Moyenne des réponses, comprise entre «1» (pas du tout) et «5» (totalemment).

Tableau 9

Coopération et échange d'informations concernant l'objectif de l'Accord pour encourager la mise en œuvre effective de celui-ci (article 6) (%)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties qui, afin d'encourager la mise en œuvre effective de l'Accord, ont coopéré et/ou échangé des informations avec les entités suivantes: | | | | |
|--|---|----------------------|--------------|--------------|--------------|
| | Autres États concernés | ORGP/ARGP compétents | FAO | Autres OIG | Autres |
| Afrique (19) | 94,74 | 100,00 | 94,74 | 66,67 | 35,29 |
| Amérique du Nord (2) | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 50,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 91,67 | 100,00 | 100,00 | 66,67 | 16,67 |
| Asie (12) | 100,00 | 83,33 | 91,67 | 60,00 | 10,00 |
| Europe (7) | 100,00 | 100,00 | 85,71 | 42,86 | 14,29 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 83,33 | 83,33 | 100,00 | 50,00 | 60,00 |
| Proche-Orient (3) | 33,33 | 66,67 | 100,00 | 66,67 | 33,33 |
| Total (61) et moyennes | 91,80 | 93,44 | 95,08 | 62,07 | 26,79 |

Tableau 10

Désignation des ports (article 7)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties ayant désigné des ports au titre de l'Accord (%) | Parties dont certains des ports désignés limitent les débarquements à des types particuliers de produits (produits congelés, réfrigérés ou frais, par exemple) (%)* | Parties dont certains des ports désignés limitent les débarquements à des heures ou des jours précis (%)* | Parties dont certains des ports désignés limitent les transbordements à des heures ou des jours précis (%)* | Parties ayant indiqué avoir communiqué la liste de leurs ports désignés à la FAO (%) | Mesure dans laquelle il existe des moyens suffisants pour mener des inspections en vertu de l'Accord dans les ports désignés** |
|---|--|---|---|---|--|--|
| Afrique (19) | 94,74 | 33,33 | 33,33 | 33,33 | 94,74 | 3,74 |
| Amérique du Nord (2) | 100,00 | 50,00 | 50,00 | 50,00 | 100,00 | 5,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 75,00 | 11,11 | 11,11 | 22,22 | 75,00 | 3,73 |
| Asie (12) | 91,67 | 18,18 | 18,18 | 0,00 | 83,33 | 3,83 |
| Europe (7) | 100,00 | 85,71 | 57,14 | 66,67 | 100,00 | 4,83 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 83,33 | 20,00 | 20,00 | 20,00 | 83,33 | 4,33 |
| Proche-Orient (3) | 66,67 | 50,00 | 50,00 | 50,00 | 66,67 | 2,67 |
| Total (61) et moyennes | 88,52 | 33,33 | 29,63 | 28,30 | 86,67 | 3,92 |

* Parmi celles qui ont désigné des ports.

** Moyenne des réponses, comprise entre «1» (pas du tout) et «5» (totalemt).

Tableau 11

Chiffres concernant les demandes d'entrée communiquées par des navires étrangers, les entrées, les inspecteurs et les inspections dans les ports désignés (article 7)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Nombre annuel: | | Nombre d'inspecteurs disponibles au niveau national (nombre moyen) | Nombre d'inspections menées chaque année au niveau national (nombre moyen) | Taux d'inspection annuel moyen indiqué par les parties par rapport au nombre total de navires entrant dans leurs ports désignés* (%) |
|---|---|--|--|--|--|
| | de demandes préalables d'entrée dans un port désigné (nombre moyen) | d'entrées dans les ports désignés (nombre moyen) | | | |
| Afrique (19) | 1 868 (103,78) | 2 686 (149,22) | 462 (24,32) | 3 497 (184,05) | 58,16 |
| Amérique du Nord (2) | 165 (82,50) | 115 (57,50) | 585 (292,50) | 140 (70,00) | 82,50 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 2 721 (247,36) | 1 253 (113,91) | 884 (80,36) | 625 (56,82) | 38,82 |
| Asie (12) | 6 515 (592,27) | 6 431 (584,64) | 509 (46,27) | 5 005 (455,00) | 35,27 |
| Europe (7) | 1 099 (274,75) | 919 (229,75) | 5 257 (1 314,25) | 10 083 (2 520,75) | 11,80 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 1 499 (249,83) | 1 208 (201,33) | 1 207 (201,17) | 1 848 (308,00) | 93,33 |
| Proche-Orient (3) | 0 (0,00) | 5 (1,67) | 175 (58,33) | 1 000 (333,33) | 33,33 |
| Total (61) et moyennes | 13 867 (252,13) | 12 617 (229,40) | 9 079 (162,12) | 22 198 (396,39) | 49,19 |

* Le chiffre indiqué correspond au taux d'inspection moyen fourni par les parties; il n'a pas été calculé à partir du nombre d'entrées et d'inspections communiqué.

Tableau 12

Demande préalable d'entrée au port (article 8)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties qui exigent une demande préalable d'entrée au port (%) | Pour les parties qui exigent une demande préalable d'entrée au port: | | | |
|--|--|---|--|---|--|
| | | Au minimum, les informations indiquées à l'annexe A de l'Accord sont communiquées (%) | Les informations communiquées vont au-delà du minimum requis à l'annexe A de l'Accord (%)* | Délai minimum exigé pour communiquer la demande préalable d'entrée dans un port (nombre d'heures) Moyenne (fourchette) | Parties ayant indiqué qu'un délai minimal différent s'applique dans certaines situations (%) |
| Afrique (18) | 100,00 | 88,89 | 37,50 | 58,18 (2,0 - 72,0) | 44,44 |
| Amérique du Nord (2) | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 84,00 (72,0 - 96,0) | 100,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 100,00 | 100,00 | 83,33 | 50,42 (5,0 - 96,0) | 58,33 |
| Asie (12) | 100,00 | 91,67 | 36,36 | 66,50 (6,0 - 168,0) | 50,00 |
| Europe (7) | 100,00 | 100,00 | 71,43 | 32,43 (3,0 - 72,0) | 85,71 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 100,00 | 100,00 | 66,67 | 100,00 (48,0 - 168,0) | 100,00 |
| Proche-Orient (3) | 66,67 | 50,00 | 0,00 | 24,00 (0,0 - 48,0) | 0,00 |
| Total (60) et moyennes | 98,33 | 93,22 | 56,36 | 59,22 (0,0 - 168,0) | 59,32 |

* Pour les parties ayant répondu que la demande préalable d'entrée dans un port contenait, au minimum, les informations figurant à l'annexe A de l'Accord.

Tableau 13

Organismes responsables de l'autorisation ou du refus d'entrée dans le port (article 9)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Nombre moyen d'entités jouant un rôle | Classement des entités jouant un rôle aux fins de l'autorisation ou du refus d'entrée dans le port (%) | | | | |
|--|---------------------------------------|--|----------------------|--------------|---------------------|--------------------|
| | | Pêcheries | Autorités portuaires | Douanes | Autorités maritimes | Marine/garde-côtes |
| Afrique (19) | 5,63 | 100,00 | 88,89 | 68,75 | 78,95 | 66,67 |
| Amérique du Nord (2) | 7,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 50,00 | 100,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 5,50 | 75,00 | 58,33 | 75,00 | 66,67 | 66,67 |
| Asie (12) | 4,67 | 91,67 | 75,00 | 66,67 | 41,67 | 36,36 |
| Europe (7) | 5,71 | 100,00 | 85,71 | 71,43 | 71,43 | 71,43 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 5,17 | 83,33 | 66,67 | 66,67 | 66,67 | 50,00 |
| Proche-Orient (3) | 7,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 66,67 |
| Total (61) et moyennes | 5,49 | 91,53 | 78,33 | 72,41 | 67,21 | 60,71 |

Les autres entités mentionnées sont les suivantes: services d'immigration (45,61 %), services de santé (40,35 %), police (38,60 %), services vétérinaires et de contrôle sanitaire/quarantaine (35,71 %), autorités chargées du travail (18,18 %), autorités chargées du commerce (14,81 %) et «autres» (14,55 %).

Tableau 14

Évaluation des risques (article 9) (%)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties qui déterminent, après réception d'une demande préalable d'entrée dans un port, si le navire en question s'est livré à la pêche INDNR afin d'en autoriser ou refuser l'entrée | Parties ayant établi une méthode normalisée permettant de déterminer si les navires demandant l'autorisation d'entrer dans un port se sont livrés à la pêche INDNR* | Parties ayant indiqué que la méthode normalisée comprend une évaluation des risques* |
|--|---|---|--|
| Afrique (18) | 100,00 | 88,89 | 87,50 |
| Amérique du Nord (2) | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 83,33 | 70,00 | 85,71 |
| Asie (12) | 100,00 | 91,67 | 70,00 |
| Europe (7) | 100,00 | 100,00 | 85,71 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Proche-Orient (3) | 66,67 | 50,00 | 100,00 |
| Total (60) et moyennes | 95,00 | 87,72 | 84,00 |

* Parmi celles qui ont répondu par l'affirmative à la question précédente.

Tableau 15

Organismes participant au processus qui conduit à la décision d'autoriser l'entrée dans un port (article 9)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Nombre moyen d'organismes participant au processus | Classement des organismes participant au processus qui conduit à la décision d'autoriser l'entrée dans un port (%) | | | | |
|--|--|--|----------------------|---------------------|--------------------|--------------|
| | | Pêcheries | Autorités portuaires | Autorités maritimes | Marine/garde-côtes | Douanes |
| Afrique (18) | 4,61 | 100,00 | 88,89 | 61,11 | 53,33 | 31,25 |
| Amérique du Nord (2) | 6,00 | 100,00 | 100,00 | 50,00 | 100,00 | 100,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 4,33 | 91,67 | 41,67 | 58,33 | 58,33 | 41,67 |
| Asie (12) | 2,92 | 100,00 | 63,64 | 27,27 | 20,00 | 36,36 |
| Europe (7) | 5,57 | 100,00 | 71,43 | 57,14 | 71,43 | 57,14 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 5,83 | 100,00 | 66,67 | 66,67 | 33,33 | 66,67 |
| Proche-Orient (3) | 6,67 | 66,67 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Total (60) et moyennes | 4,60 | 96,67 | 71,19 | 55,93 | 52,73 | 47,37 |

Les autres organismes mentionnés sont les suivants: services vétérinaires et de contrôle sanitaire/quarantaine (35,09 %), services d'immigration (32,14 %), police (30,91 %), services de santé (26,79 %), «autres» (12,50 %), autorités chargées du travail (9,26 %) et autorités chargées du commerce (9,09 %).

Tableau 16

Organismes participant au processus qui conduit à la décision de refuser l'entrée dans un port (article 9)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Nombre moyen d'organismes participant au processus | Classement des organismes participant au processus qui conduit à la décision de refuser l'entrée dans un port (%) | | | | |
|--|--|---|----------------------|--------------------|--------------|---------------------|
| | | Pêcheries | Autorités portuaires | Marine/garde-côtes | Douanes | Autorités maritimes |
| Afrique (18) | 5,11 | 100,00 | 83,33 | 66,67 | 53,33 | 64,71 |
| Amérique du Nord (2) | 6,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 50,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 4,50 | 83,33 | 50,00 | 66,67 | 41,67 | 58,33 |
| Asie (12) | 2,92 | 100,00 | 63,64 | 20,00 | 60,00 | 27,27 |
| Europe (7) | 5,00 | 100,00 | 57,14 | 57,14 | 57,14 | 42,86 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 4,50 | 100,00 | 66,67 | 33,33 | 50,00 | 33,33 |
| Proche-Orient (3) | 6,67 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 66,67 | 100,00 |
| Total (60) et moyennes | 4,58 | 96,67 | 69,49 | 56,36 | 54,55 | 51,72 |

Les autres organismes mentionnés sont les suivants: police (34,55 %), services d'immigration (33,93 %), services de santé (26,79 %), services vétérinaires et de contrôle sanitaire/quarantaine (26,79 %), autorités chargées du commerce (12,73 %), «autres» (10,91 %) et autorités chargées du travail (7,27 %).

Tableau 17

Demande de coopération pour déterminer s'il convient d'autoriser l'entrée dans un port (article 9) (%)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties qui demandent la coopération de l'État du pavillon d'un navire pour déterminer s'il convient d'autoriser l'entrée dans un port | Parties qui demandent la coopération d'un autre État côtier avant de déterminer s'il convient d'autoriser un navire à entrer dans un port* | Parties qui, pour déterminer s'il convient d'autoriser l'entrée d'un navire dans un port, demandent la coopération de l'État du pavillon du navire en question seulement lorsqu'une évaluation a fait apparaître un risque* |
|---|--|--|---|
| Afrique (17) | 52,94 | 77,78 | 77,78 |
| Amérique du Nord (2) | 100,00 | 50,00 | 50,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (11) | 63,64 | 57,14 | 71,43 |
| Asie (12) | 50,00 | 83,33 | 66,67 |
| Europe (7) | 100,00 | 71,43 | 71,43 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 50,00 | 66,67 | 100,00 |
| Proche-Orient (3) | 33,33 | 100,00 | 100,00 |
| Total (58) et moyennes | 60,34 | 71,43 | 74,29 |

* Parmi celles qui demandent la coopération de l'État du pavillon.

Tableau 18

Sources de données/d'informations utilisées pour décider d'autoriser ou de refuser l'entrée d'un navire dans un port (article 9) (%)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Classement des sources de données/d'informations utilisées | | | | | |
|---|--|---|--------------------------|--------------|--|---|
| | Licences/ autorisations de pêche | Registres nationaux (y compris du ministère de la pêche et d'autres ministères/administrations/organismes compétents) | Registres des ORGP/ ARGP | SSN | Antécédents en matière de respect des règles | Données/ informations de l'État du pavillon |
| Afrique (18) | 100,00 | 94,44 | 87,50 | 76,47 | 93,75 | 76,47 |
| Amérique du Nord (2) | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 100,00 | 91,67 | 83,33 | 63,64 | 66,67 | 83,33 |
| Asie (12) | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 75,00 | 83,33 | 72,73 |
| Europe (7) | 100,00 | 85,71 | 100,00 | 100,00 | 57,14 | 100,00 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 83,33 |
| Proche-Orient (3) | 66,67 | 66,67 | 33,33 | 66,67 | 33,33 | 33,33 |
| Total (60) et moyennes | 98,33 | 93,22 | 89,66 | 79,31 | 79,31 | 79,31 |

Les autres sources de données et d'informations utilisées sont les suivantes: données/informations d'autres États pertinents (États côtiers et États du port) (74,14 %), SIA (73,21 %), journal de bord électronique (70,69 %), Fichier mondial des navires de pêche, des navires de transport frigorifique et des navires de ravitaillement (70,69 %), autres registres régionaux ou internationaux des navires (62,71 %) et «autres» (40,74 %).

Tableau 19

Mesures prises pour que l'entrée d'un navire dans un port soit refusée lorsque des preuves suffisantes permettent d'établir que le navire en question s'est livré à la pêche INDNR (article 9) (%)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties ayant pris des mesures pour faire en sorte que l'entrée d'un navire dans un port soit refusée lorsque des preuves suffisantes permettent d'établir que le navire en question s'est livré à la pêche INDNR | Parties ayant déjà interdit à un navire d'entrer dans un port sur la base de preuves suffisantes permettant d'établir que le navire en question s'était livré à la pêche INDNR* |
|--|---|---|
| Afrique (18) | 83,33 | 20,00 |
| Amérique du Nord (2) | 100,00 | 50,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 83,33 | 20,00 |
| Asie (12) | 75,00 | 22,22 |
| Europe (7) | 100,00 | 28,57 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 100,00 | 33,33 |
| Proche-Orient (3) | 33,33 | 0,00 |
| Total (60) et moyennes | 83,33 | 24,00 |

* Parmi celles qui ont indiqué avoir pris de telles mesures.

Tableau 20

Communication aux entités concernées de la décision en cas de refus d'entrée (article 9) (%)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Dans le cas d'un refus d'entrée, les parties communiquent la décision dans la mesure du possible aux entités suivantes: | | | |
|--|---|-------------------------|---------------------|---|
| | État du pavillon | États côtiers concernés | ORGP/ARGP concernés | Autres organisations internationales concernées |
| Afrique (18) | 88,89 | 82,35 | 77,78 | 64,71 |
| Amérique du Nord (2) | 50,00 | 50,00 | 50,00 | 50,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 83,33 | 75,00 | 83,33 | 41,67 |
| Asie (12) | 91,67 | 75,00 | 83,33 | 33,33 |
| Europe (7) | 100,00 | 57,14 | 85,71 | 28,57 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 83,33 | 83,33 | 83,33 | 100,00 |
| Proche-Orient (3) | 33,33 | 33,33 | 66,67 | 33,33 |
| Total (60) et moyennes | 85,00 | 72,88 | 80,00 | 50,85 |

Tableau 21

Force majeure (article 10) (%)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties ayant mis en place des dispositions qui permettent l'entrée des navires dans un port en cas de force majeure ou de détresse, conformément au droit international |
|--|--|
| Afrique (19) | 89,47 |
| Amérique du Nord (2) | 100,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 100,00 |
| Asie (12) | 100,00 |
| Europe (7) | 100,00 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 100,00 |
| Proche-Orient (3) | 66,67 |
| Total (61) et moyennes | 95,08 |

Tableau 22

Organismes appliquant les procédures relatives à l'autorisation ou au refus d'utilisation des ports (article 11)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Nombre moyen d'entités jouant un rôle | Classement des entités jouant un rôle aux fins de l'autorisation ou du refus de l'utilisation d'installations portuaires (%) | | | | |
|--|---------------------------------------|--|----------------------|---------------------|--------------------|--------------|
| | | Pêcheries | Autorités portuaires | Autorités maritimes | Marine/garde-côtes | Douanes |
| Afrique (18) | 5,83 | 100,00 | 94,44 | 70,59 | 66,67 | 56,25 |
| Amérique du Nord (2) | 7,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 5,08 | 91,67 | 66,67 | 75,00 | 66,67 | 58,33 |
| Asie (12) | 5,00 | 91,67 | 91,67 | 41,67 | 54,55 | 63,64 |
| Europe (7) | 6,29 | 100,00 | 85,71 | 71,43 | 71,43 | 71,43 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 3,83 | 83,33 | 66,67 | 50,00 | 33,33 | 33,33 |
| Proche-Orient (3) | 5,33 | 66,67 | 100,00 | 66,67 | 66,67 | 66,67 |
| Total (60) et moyennes | 5,38 | 93,22 | 85,00 | 64,41 | 62,50 | 59,65 |

Les autres entités mentionnées sont les suivantes: police (42,86 %), services d'immigration (42,11 %), services vétérinaires et de contrôle sanitaire/quarantaine (36,84 %), services de santé (31,58 %), autorités chargées du commerce (14,55 %), autorités chargées du travail (14,55 %) et «autres» (12,50 %).

Tableau 23

Mesures en place pour refuser l'utilisation des installations portuaires (article 11) (%)

| Situation | Région (nombre de parties ayant répondu) | Lorsqu'un navire est entré dans l'un de leurs ports, parties disposant de mesures pour lui refuser l'utilisation de leurs installations portuaires s'il apparaît ce qui suit: |
|---|--|---|
| Le navire ne dispose pas d'une autorisation en bonne et due forme de pratiquer la pêche ou des activités liées à la pêche telle que celle qui lui est exigée par son État de pavillon. | Afrique (18) | 83,33 |
| | Asie (12) | 91,67 |
| | Europe (7) | 100,00 |
| | Amérique latine et Caraïbes (12) | 91,67 |
| | Proche-Orient (3) | 66,67 |
| | Amérique du Nord (2) | 100,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 100,00 |
| | Total (60) et moyennes | 90,00 |
| Le navire ne dispose pas d'une autorisation en bonne et due forme de pratiquer la pêche ou des activités liées à la pêche telle que celle qui lui est exigée par l'État côtier en ce qui concerne les zones relevant de la juridiction nationale de cet État. | Afrique (18) | 83,33 |
| | Asie (12) | 91,67 |
| | Europe (7) | 100,00 |
| | Amérique latine et Caraïbes (12) | 83,33 |
| | Proche-Orient (3) | 66,67 |
| | Amérique du Nord (2) | 100,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 100,00 |
| | Total (60) et moyennes | 88,33 |
| Des preuves manifestes indiquent que le poisson se trouvant à bord a été pris en contravention des prescriptions en vigueur imposées par un État côtier en ce qui concerne les zones relevant de la juridiction nationale de cet État. | Afrique (18) | 83,33 |
| | Asie (12) | 91,67 |
| | Europe (7) | 100,00 |
| | Amérique latine et Caraïbes (12) | 83,33 |
| | Proche-Orient (3) | 66,67 |
| | Amérique du Nord (2) | 100,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 100,00 |
| | Total (60) et moyennes | 88,33 |
| L'État du pavillon ne confirme pas dans un délai raisonnable que le poisson se trouvant à bord du navire a été pris dans le respect des exigences en vigueur imposées par une ORGP compétente. | Afrique (18) | 77,78 |
| | Asie (12) | 75,00 |
| | Europe (7) | 100,00 |
| | Amérique latine et Caraïbes (12) | 83,33 |
| | Proche-Orient (3) | 33,33 |
| | Amérique du Nord (2) | 100,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 66,67 |
| | Total (60) et moyennes | 78,33 |
| Il existe des raisons de penser que le navire s'est livré, de quelque autre manière, à la pêche INDNR ou à des activités liées à la pêche qui y contribuent. | Afrique (18) | 88,89 |
| | Asie (12) | 91,67 |
| | Europe (7) | 100,00 |
| | Amérique latine et Caraïbes (12) | 91,67 |
| | Proche-Orient (3) | 66,67 |
| | Amérique du Nord (2) | 100,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 100,00 |
| | Total (60) et moyennes | 91,67 |

Tableau 24

Circonstances ayant justifié l'interdiction de l'utilisation des installations portuaires (article 11) (%)

| Situation | Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties auxquelles il est arrivé d'interdire l'utilisation d'installations portuaires pour l'une des raisons suivantes: |
|---|--|---|
| Le navire ne disposait pas d'une autorisation en bonne et due forme de pratiquer la pêche ou des activités liées à la pêche telle que celle qui lui était exigée par son État de pavillon. | Afrique (18) | 22,22 |
| | Asie (12) | 16,67 |
| | Europe (7) | 28,57 |
| | Amérique latine et Caraïbes (12) | 16,67 |
| | Proche-Orient (3) | 33,33 |
| | Amérique du Nord (2) | 0,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 50,00 |
| Total (60) et moyennes | 23,33 | |
| Le navire ne disposait pas d'une autorisation en bonne et due forme de pratiquer la pêche ou des activités liées à la pêche telle que celle qui lui était exigée par l'État côtier concernant les zones relevant de la juridiction nationale de cet État. | Afrique (18) | 16,67 |
| | Asie (12) | 16,67 |
| | Europe (7) | 0,00 |
| | Amérique latine et Caraïbes (12) | 25,00 |
| | Proche-Orient (3) | 33,33 |
| | Amérique du Nord (2) | 0,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 50,00 |
| Total (60) et moyennes | 20,00 | |
| Des preuves manifestes indiquaient que le poisson qui se trouvait à bord avait été pris en contravention des prescriptions en vigueur imposées par un État côtier concernant les zones relevant de la juridiction nationale de cet État. | Afrique (18) | 11,11 |
| | Asie (12) | 16,67 |
| | Europe (7) | 0,00 |
| | Amérique latine et Caraïbes (12) | 8,33 |
| | Proche-Orient (3) | 33,33 |
| | Amérique du Nord (2) | 50,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 50,00 |
| Total (60) et moyennes | 16,67 | |
| L'État du pavillon n'avait pas confirmé dans un délai raisonnable que le poisson qui se trouvait à bord du navire avait été pris dans le respect des exigences en vigueur imposées par une ORGP compétente. | Afrique (17) | 5,88 |
| | Asie (12) | 25,00 |
| | Europe (7) | 42,86 |
| | Amérique latine et Caraïbes (12) | 16,67 |
| | Proche-Orient (3) | 0,00 |
| | Amérique du Nord (2) | 50,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 33,33 |
| Total (59) et moyennes | 20,34 | |
| Il existait des raisons de penser que le navire s'était livré, de quelque autre manière, à la pêche INDNR ou à des activités liées à la pêche qui y contribuent. | Afrique (18) | 27,78 |
| | Asie (12) | 16,67 |
| | Europe (7) | 28,57 |
| | Amérique latine et Caraïbes (12) | 16,67 |
| | Proche-Orient (3) | 33,33 |
| | Amérique du Nord (2) | 0,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 50,00 |
| Total (60) et moyennes | 25,00 | |

Tableau 25

Communication aux entités concernées de la décision en cas de refus d'utilisation des installations portuaires (article 11) (%)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Dans le cas d'une interdiction d'utilisation des installations portuaires, les parties communiquent la décision dans la mesure du possible aux entités suivantes: | | | |
|--|---|---|-------------------------------------|---|
| | État du pavillon | États côtiers concernés, le cas échéant | ORGP/ARGP concernés, le cas échéant | Autres organisations internationales concernées |
| Afrique (18) | 83,33 | 82,35 | 82,35 | 56,25 |
| Amérique du Nord (2) | 50,00 | 50,00 | 50,00 | 50,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 75,00 | 75,00 | 83,33 | 36,36 |
| Asie (12) | 83,33 | 66,67 | 58,33 | 33,33 |
| Europe (7) | 100,00 | 57,14 | 85,71 | 28,57 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 100,00 | 83,33 | 83,33 | 66,67 |
| Proche-Orient (3) | 33,33 | 33,33 | 66,67 | 33,33 |
| Total (60) et moyennes | 81,67 | 71,19 | 76,27 | 43,86 |

Tableau 26

Levée de l'interdiction d'utilisation des installations portuaires (article 11) (%)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties qui lèvent l'interdiction d'utiliser leurs installations portuaires s'il existe des preuves suffisantes attestant que les motifs de l'interdiction sont insuffisants ou infondés ou qu'ils n'ont plus lieu d'être pris en compte | Parties qui font savoir dans les meilleurs délais aux destinataires de la notification d'interdiction que celle-ci a été levée* |
|--|--|---|
| Afrique (18) | 72,22 | 100,00 |
| Amérique du Nord (2) | 50,00 | 100,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 66,67 | 100,00 |
| Asie (12) | 83,33 | 90,00 |
| Europe (7) | 100,00 | 100,00 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 83,33 | 100,00 |
| Proche-Orient (3) | 33,33 | 100,00 |
| Total (60) et moyennes | 75,00 | 97,78 |

* Parmi celles qui ont répondu par l'affirmative à la question précédente.

Tableau 27

Niveau minimum d'inspections à réaliser pour atteindre les objectifs de l'Accord (article 12) (%)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties ayant établi un niveau minimum d'inspections à réaliser pour atteindre les objectifs de l'Accord | Niveau d'inspection établi par les parties pour atteindre les objectifs de l'Accord* | Parties ayant instauré une obligation d'atteindre le niveau minimum d'inspections à réaliser chaque année pour parvenir à l'objectif de l'Accord | Le niveau minimum a été atteint* |
|---|--|--|--|----------------------------------|
| Afrique (19) | 57,89 | 59,55 | 52,63 | 90,00 |
| Amérique du Nord (2) | 50,00 | 15,00 | 100,00 | 50,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 50,00 | 47,50 | 41,67 | 100,00 |
| Asie (12) | 50,00 | 45,00 | 41,67 | 100,00 |
| Europe (7) | 85,71 | 21,67 | 85,71 | 100,00 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 66,67 | 87,50 | 16,67 | 100,00 |
| Proche-Orient (3) | 33,33 | 70,00 | 33,33 | 100,00 |
| Total (61) et moyennes | 57,38 | 50,71 | 49,18 | 93,33 |

* Parmi celles qui ont répondu par l'affirmative à la question précédente.

Tableau 28

Mesures prises pour que la priorité soit accordée à certaines inspections (article 12) (%)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | S'agissant de déterminer quels navires doivent être inspectés, parties ayant mis en place des mesures pour faire en sorte que la priorité soit accordée: | | |
|---|--|--|--|
| | aux navires auxquels l'entrée dans un port ou l'utilisation des installations portuaires a été interdite, conformément à l'Accord | aux demandes d'autres parties, États ou ORGP/ARGP pertinents souhaitant l'inspection de tel ou tel navire, en particulier lorsque ces demandes sont étayées par des éléments attestant que les navires en question ont été impliqués dans des faits de pêche INDNR ou des activités liées à la pêche qui y contribuent | aux autres navires pour lesquels il existe de sérieuses raisons de soupçonner qu'ils se sont livrés à la pêche INDNR ou à des activités liées à la pêche qui y contribuent |
| Afrique (19) | 78,95 | 78,95 | 84,21 |
| Amérique du Nord (2) | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 50,00 | 58,33 | 66,67 |
| Asie (12) | 50,00 | 66,67 | 58,33 |
| Europe (7) | 57,14 | 71,43 | 71,43 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 83,33 | 100,00 | 100,00 |
| Proche-Orient (3) | 0,00 | 33,33 | 33,33 |
| Total (61) et moyennes | 77,55 | 88,00 | 84,91 |

Tableau 29

Inspections menées sur la base d'informations particulières (article 12) (%)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties ayant fait état de cas où l'on avait procédé à des inspections après avoir reçu des informations concernant: | | |
|--|---|---|--|
| | des navires auxquels l'entrée dans un port ou l'utilisation des installations portuaires avait été interdite, conformément à l'Accord | des demandes d'autres parties, États ou ORGP/ARGP pertinents souhaitant l'inspection de tel ou tel navire, en particulier lorsque ces demandes étaient étayées par des éléments attestant que les navires en question avaient été impliqués dans des faits de pêche INDNR ou des activités liées à la pêche qui y contribuent | d'autres navires pour lesquels il existait de sérieuses raisons de soupçonner qu'ils s'étaient livrés à la pêche INDNR ou à des activités liées à la pêche qui y contribuent |
| Afrique (19) | 21,05 | 42,11 | 26,32 |
| Amérique du Nord (2) | 0,00 | 50,00 | 50,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 33,33 | 33,33 | 25,00 |
| Asie (12) | 16,67 | 25,00 | 25,00 |
| Europe (7) | 28,57 | 14,29 | 42,86 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 16,67 | 50,00 | 50,00 |
| Proche-Orient (3) | 66,67 | 33,33 | 66,67 |
| Total (61) et moyennes | 24,59 | 34,43 | 32,79 |

Tableau 30

Organismes conduisant les inspections (article 13)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Nombre moyen d'entités jouant un rôle | Classement des entités conduisant les inspections (%) | | | | |
|--|---------------------------------------|---|--------------|---------------------|----------------------|--------------------|
| | | Pêcheries | Douanes | Autorités maritimes | Autorités portuaires | Marine/garde-côtes |
| Afrique (18) | 4,56 | 94,44 | 40,00 | 62,50 | 46,67 | 56,25 |
| Amérique du Nord (2) | 6,00 | 100,00 | 100,00 | 50,00 | 50,00 | 100,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 5,58 | 100,00 | 75,00 | 58,33 | 41,67 | 75,00 |
| Asie (12) | 4,75 | 100,00 | 80,00 | 54,55 | 72,73 | 10,00 |
| Europe (7) | 5,86 | 100,00 | 71,43 | 57,14 | 71,43 | 85,71 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 5,50 | 100,00 | 66,67 | 66,67 | 50,00 | 33,33 |
| Proche-Orient (3) | 5,67 | 66,67 | 66,67 | 100,00 | 100,00 | 66,67 |
| Total (60) et moyennes | 5,15 | 96,67 | 65,45 | 61,40 | 57,14 | 55,36 |

Les autres entités mentionnées sont les suivantes: services d'immigration (51,79 %), services vétérinaires et de contrôle sanitaire/quarantaine (45,61 %), services de santé (42,86 %), police (33,93 %), autorités chargées du travail (16,36 %), «autres» (10,71 %) et autorités chargées du commerce (7,27 %).

Tableau 31

Procédures d'inspection (article 13)

| Procédures | Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties dont les procédures d'inspection: (%) | Mesure dans laquelle les procédures d'inspection des parties (1-5)*: |
|---|--|---|--|
| prévoient l'exécution des fonctions énoncées à l'annexe B de l'Accord en tant que norme minimale | Afrique (18) | - | 4,00 |
| | Asie (12) | - | 3,92 |
| | Europe (6) | - | 4,83 |
| | Amérique latine et Caraïbes (12) | - | 3,75 |
| | Proche-Orient (3) | - | 3,00 |
| | Amérique du Nord (2) | - | 5,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | - | 4,67 |
| | Total (59) et moyennes | - | 4,07 |
| prévoient que les inspections soient réalisées par des inspecteurs dûment qualifiés et habilités à ces fins, compte tenu des lignes directrices pour la formation des inspecteurs qui figurent à l'annexe E de l'Accord | Afrique (18) | - | 4,11 |
| | Asie (12) | - | 4,00 |
| | Europe (6) | - | 4,83 |
| | Amérique latine et Caraïbes (12) | - | 3,58 |
| | Proche-Orient (3) | - | 3,00 |
| | Amérique du Nord (2) | - | 5,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | - | 4,33 |
| | Total (59) et moyennes | - | 4,05 |
| exigent que, avant de procéder à une inspection, les inspecteurs présentent au capitaine du navire un document officiel attestant leur qualité d'inspecteur | Afrique (18) | 94,44 | - |
| | Asie (12) | 83,33 | - |
| | Europe (6) | 100,00 | - |
| | Amérique latine et Caraïbes (12) | 91,67 | - |
| | Proche-Orient (3) | 66,67 | - |
| | Amérique du Nord (2) | 100,00 | - |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 100,00 | - |
| | Total (59) et moyennes | 91,53 | - |
| prévoient que les inspecteurs examinent toutes les zones pertinentes à bord du navire, les filets et tout autre engin de pêche et équipement, ainsi que tout document ou fichier conservé à bord permettant de vérifier que les mesures de conservation et de gestion applicables sont respectées | Afrique (18) | - | 4,44 |
| | Asie (12) | - | 4,33 |
| | Europe (6) | - | 4,83 |
| | Amérique latine et Caraïbes (12) | - | 3,58 |
| | Proche-Orient (3) | - | 2,33 |
| | Amérique du Nord (2) | - | 5,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | - | 4,33 |
| | Total (59) et moyennes | - | 4,19 |
| prévoient l'examen du poisson, y compris par sondage, pour en déterminer la quantité et la | Afrique (18) | 83,33 | - |
| | Asie (12) | 66,67 | - |
| | Europe (6) | 100,00 | - |

| Procédures | Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties dont les procédures d'inspection: (%) | Mesure dans laquelle les procédures d'inspection des parties (1-5)*: |
|---|--|---|--|
| composition avant que le débarquement ou le transbordement commence | Amérique latine et Caraïbes (12) | 50,00 | - |
| | Proche-Orient (3) | 66,67 | - |
| | Amérique du Nord (2) | 100,00 | - |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 83,33 | - |
| | Total (59) et moyennes | 74,58 | - |
| prévoient l'inspection du débarquement ou du transbordement pour déterminer la quantité et la composition des prises | Afrique (18) | 100,00 | - |
| | Asie (12) | 91,67 | - |
| | Europe (6) | 100,00 | - |
| | Amérique latine et Caraïbes (12) | 83,33 | - |
| | Proche-Orient (3) | 66,67 | - |
| | Amérique du Nord (2) | 100,00 | - |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 100,00 | - |
| | Total (59) et moyennes | 93,22 | - |
| permettent de déterminer la quantité et la composition des prises dans les débarquements et les transbordements** | Afrique (18) | - | 4,28 |
| | Asie (11) | - | 3,91 |
| | Europe (6) | - | 5,00 |
| | Amérique latine et Caraïbes (10) | - | 4,10 |
| | Proche-Orient (2) | - | 3,50 |
| | Amérique du Nord (2) | - | 4,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | - | 4,83 |
| | Total (55) et moyennes | - | 4,27 |
| exigent que le capitaine du navire fournisse aux inspecteurs toute l'assistance et toute l'information nécessaires et leur montre, selon que de besoin, le matériel et les documents pertinents ou des copies certifiées conformes de ces derniers | Afrique (18) | 100,00 | - |
| | Asie (12) | 100,00 | - |
| | Europe (7) | 100,00 | - |
| | Amérique latine et Caraïbes (12) | 83,33 | - |
| | Proche-Orient (3) | 66,67 | - |
| | Amérique du Nord (2) | 100,00 | - |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 100,00 | - |
| | Total (60) et moyennes | 95,00 | - |
| prévoient, en cas d'arrangements appropriés avec l'État du pavillon d'un navire, que cet État soit invité à participer à l'inspection | Afrique (18) | 50,00 | - |
| | Asie (12) | 41,67 | - |
| | Europe (6) | 50,00 | - |
| | Amérique latine et Caraïbes (11) | 45,45 | - |
| | Proche-Orient (3) | 0,00 | - |
| | Amérique du Nord (2) | 100,00 | - |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 66,67 | - |
| | Total (58) et moyennes | 48,28 | - |
| prévoient que tous les efforts possibles soient faits afin d'éviter de retarder indûment le navire et de limiter le plus possible les interférences et les inconvénients, y compris toute présence inutile d'inspecteurs à bord, et d'éviter toute action de | Afrique (18) | 88,89 | - |
| | Asie (12) | 91,67 | - |
| | Europe (6) | 100,00 | - |
| | Amérique latine et Caraïbes (12) | 91,67 | - |
| | Total (58) et moyennes | 91,67 | - |

| Procédures | Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties dont les procédures d'inspection: (%) | Mesure dans laquelle les procédures d'inspection des parties (1-5)*: |
|--|--|---|--|
| nature à compromettre la qualité du poisson se trouvant à bord | Proche-Orient (3) | 66,67 | - |
| | Amérique du Nord (2) | 100,00 | - |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 100,00 | - |
| | Total (59) et moyennes | 91,53 | - |
| prévoient que tous les efforts possibles soient faits afin de faciliter la communication avec le capitaine ou les principaux membres d'équipage du navire, y compris, lorsque que cela est possible et nécessaire, pour que l'inspecteur soit accompagné par un interprète | Afrique (18) | 88,89 | - |
| | Asie (12) | 91,67 | - |
| | Europe (6) | 100,00 | - |
| | Amérique latine et Caraïbes (12) | 66,67 | - |
| | Proche-Orient (3) | 66,67 | - |
| | Amérique du Nord (2) | 100,00 | - |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 83,33 | - |
| Total (59) et moyennes | 84,75 | - | |
| prévoient que les inspections soient menées de manière impartiale, transparente et non discriminatoire et ne constituent un harcèlement pour aucun navire que ce soit | Afrique (18) | 94,44 | - |
| | Asie (12) | 100,00 | - |
| | Europe (6) | 100,00 | - |
| | Amérique latine et Caraïbes (12) | 91,67 | - |
| | Proche-Orient (3) | 66,67 | - |
| | Amérique du Nord (2) | 100,00 | - |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 100,00 | - |
| Total (59) et moyennes | 94,92 | - | |
| exigent que le capitaine ne soit pas privé de la faculté de communiquer avec les autorités de l'État du pavillon, laquelle faculté est garantie par le droit international | Afrique (18) | 94,44 | - |
| | Asie (12) | 75,00 | - |
| | Europe (6) | 100,00 | - |
| | Amérique latine et Caraïbes (12) | 83,33 | - |
| | Proche-Orient (3) | 0,00 | - |
| | Amérique du Nord (2) | 100,00 | - |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 100,00 | - |
| Total (59) et moyennes | 84,75 | - | |

* Moyenne des réponses, comprise entre «1» (pas du tout) et «5» (totalement).

** Parmi celles qui ont répondu par l'affirmative à la question précédente.

Tableau 32

Portée du contenu des rapports d'inspection (article 14) (%)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties qui joignent, au minimum, les informations qui figurent à l'annexe C de l'Accord au rapport écrit sur les résultats de chaque inspection | Parties dont les rapports écrits contiennent plus d'informations que celles qui figurent à l'annexe C de l'Accord* | Parties disposant d'un système de communication de rapports sur les cas de pêche INDNR détectés après une inspection | Parties dont le système de communication de rapports fonctionne efficacement* |
|---|--|--|--|---|
| Afrique (18) | 88,89 | 56,25 | 72,22 | 91,67 |
| Amérique du Nord (2) | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 91,67 | 54,55 | 33,33 | 100,00 |
| Asie (12) | 83,33 | 40,00 | 75,00 | 100,00 |
| Europe (7) | 85,71 | 50,00 | 100,00 | 100,00 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 100,00 | 83,33 | 83,33 | 100,00 |
| Proche-Orient (3) | 33,33 | 0,00 | 66,67 | 50,00 |
| Total (60) et moyennes | 86,67 | 55,77 | 70,00 | 95,12 |

* Parmi celles qui ont répondu par l'affirmative à la question précédente.

Tableau 33

Transmission des résultats de l'inspection (article 15) (%)

| Entité | Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties transmettant les résultats de l'inspection aux entités suivantes: |
|--|--|---|
| État du pavillon du navire inspecté | Afrique (17) | 35,29 |
| | Asie (8) | 87,50 |
| | Europe (5) | 100,00 |
| | Amérique latine et Caraïbes (7) | 57,14 |
| | Proche-Orient (1) | 0,00 |
| | Amérique du Nord (2) | 100,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 66,67 |
| | Total (46) et moyennes | 60,87 |
| États concernés pour lesquels l'inspection a permis de constater que le navire s'était livré à la pêche INDNR ou à des activités liées à la pêche qui y contribuent dans les eaux relevant de leur juridiction nationale | Afrique (18) | 61,11 |
| | Asie (12) | 75,00 |
| | Europe (6) | 66,67 |
| | Amérique latine et Caraïbes (11) | 45,45 |
| | Proche-Orient (3) | 33,33 |
| | Amérique du Nord (2) | 100,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 83,33 |
| | Total (58) et moyennes | 63,79 |
| État dont le capitaine du navire est ressortissant | Afrique (17) | 23,53 |
| | Asie (12) | 50,00 |
| | Europe (6) | 33,33 |
| | Amérique latine et Caraïbes (11) | 36,36 |
| | Proche-Orient (3) | 33,33 |
| | Amérique du Nord (2) | 50,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 66,67 |
| | Total (57) et moyennes | 38,60 |
| ORGP/ARGP | Afrique (17) | 64,71 |
| | Asie (12) | 75,00 |
| | Europe (6) | 83,33 |
| | Amérique latine et Caraïbes (11) | 45,45 |
| | Proche-Orient (3) | 66,67 |
| | Amérique du Nord (2) | 100,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 66,67 |
| | Total (57) et moyennes | 66,67 |
| FAO | Afrique (17) | 41,18 |
| | Asie (12) | 75,00 |
| | Europe (6) | 16,67 |
| | Amérique latine et Caraïbes (11) | 36,36 |
| | Proche-Orient (3) | 66,67 |
| | Amérique du Nord (2) | 100,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 66,67 |
| | Total (57) et moyennes | 50,88 |

| Entité | Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties transmettant les résultats de l'inspection aux entités suivantes: |
|---|--|---|
| Autres organisations internationales concernées | Afrique (17) | 17,65 |
| | Asie (11) | 18,18 |
| | Europe (6) | 0,00 |
| | Amérique latine et Caraïbes (11) | 9,09 |
| | Proche-Orient (3) | 33,33 |
| | Amérique du Nord (2) | 50,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 50,00 |
| | Total (56) et moyennes | 19,64 |

Tableau 34

Autorité désignée faisant fonction de point de contact pour l'échange d'informations au titre de l'Accord et système de communication national pertinent au titre de l'Accord (article 16) (%)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties ayant désigné une autorité faisant fonction de point de contact pour l'échange d'informations au titre de l'Accord | Parties disposant d'un système de communication permettant l'échange électronique direct d'informations pertinentes au titre de l'Accord |
|--|--|--|
| Afrique (19) | 94,74 | 68,42 |
| Amérique du Nord (2) | 100,00 | 100,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 91,67 | 83,33 |
| Asie (12) | 100,00 | 58,33 |
| Europe (7) | 100,00 | 85,71 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 100,00 | 83,33 |
| Proche-Orient (3) | 66,67 | 66,67 |
| Total (61) et moyennes | 95,08 | 73,77 |

Tableau 35

Échange électronique d'information (article 16) – II (%)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties qui utilisent des systèmes électroniques d'échange d'informations pour communiquer avec l'État du pavillon ou avec d'autres États du port ou États côtiers | Types de systèmes électroniques d'échange d'informations utilisés par les parties* | | Degré de conformité des informations transmises au moyen de ces systèmes d'échange d'informations aux dispositions de l'annexe D de l'Accord** |
|---|--|--|---|--|
| | | Systèmes électroniques d'échange d'informations bilatéraux | Systèmes électroniques d'échange d'informations régionaux | |
| Afrique (19) | 57,89 | 54,55 | 81,82 | 3,16 |
| Amérique du Nord (2) | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 4,50 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 75,00 | 55,56 | 66,67 | 3,50 |
| Asie (12) | 66,67 | 50,00 | 75,00 | 3,83 |
| Europe (7) | 100,00 | 71,43 | 85,71 | 4,71 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 83,33 | 100,00 | 80,00 | 3,83 |
| Proche-Orient (3) | 33,33 | 100,00 | 100,00 | 3,00 |
| Total (61) et moyennes | 70,49 | 65,12 | 79,07 | 3,64 |

* Parmi celles qui ont indiqué qu'elles utilisaient des systèmes électroniques d'échange d'informations.

** Moyenne des réponses, comprise entre «1» (pas du tout) et «5» (totalemnt).

Tableau 36

Formation des inspecteurs nationaux (article 17)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Mesure dans laquelle les parties ont formé leurs inspecteurs en tenant compte des lignes directrices pour la formation des inspecteurs qui figurent à l'annexe E de l'Accord* | Parties dont des inspecteurs ont participé à des formations aux MREP dispensées par d'autres États ou organisations (%) | Classement des entités ayant dispensé les formations (%) ** | | | | |
|---|---|---|---|-------------------|--------------|--------------|--------------|
| | | | Autres États parties | États non parties | FAO | ORGP/ARGP | Autres |
| Afrique (19) | 3,95 | 94,74 | 46,67 | 6,67 | 94,44 | 83,33 | 33,33 |
| Amérique du Nord (2) | 5,00 | 50,00 | 0,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 100,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 3,58 | 75,00 | 44,44 | 11,11 | 100,00 | 22,22 | 22,22 |
| Asie (12) | 3,75 | 83,33 | 44,44 | 12,50 | 80,00 | 44,44 | 70,00 |
| Europe (7) | 4,86 | 50,00 | 33,33 | 0,00 | 33,33 | 66,67 | 33,33 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 3,83 | 83,33 | 80,00 | 0,00 | 40,00 | 40,00 | 75,00 |
| Proche-Orient (3) | 3,00 | 33,33 | 100,00 | 0,00 | 100,00 | 100,00 | 0,00 |
| Total (61) et moyennes | 3,92 | 78,33 | 48,84 | 7,32 | 82,98 | 56,52 | 44,19 |

* Moyenne des réponses, comprise entre «1» (pas du tout) à «5» (totalement).

** Pour les parties ayant indiqué que leurs inspecteurs avaient reçu des formations dispensées par d'autres États ou organisations.

Tableau 37

Communication des mesures prises par l'État du port à la suite d'une inspection (article 18) (%)

| Entité | Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties qui, dans le cas où il y a de sérieuses raisons de penser à l'issue d'une inspection qu'un navire s'est livré à la pêche INDNR ou à des activités liées à la pêche qui y contribuent, ont une procédure en place pour communiquer leurs conclusions dans les meilleurs délais aux entités suivantes: |
|--------------------------------------|--|--|
| État du pavillon | Afrique (18) | 88,89 |
| | Asie (12) | 88,89 |
| | Europe (7) | 100,00 |
| | Amérique latine et Caraïbes (12) | 66,67 |
| | Proche-Orient (3) | 50,00 |
| | Amérique du Nord (2) | 100,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 83,33 |
| | Total (60) et moyennes | 83,93 |
| États côtiers concernés | Afrique (16) | 81,25 |
| | Asie (12) | 66,67 |
| | Europe (7) | 71,43 |
| | Amérique latine et Caraïbes (11) | 81,82 |
| | Proche-Orient (3) | 66,67 |
| | Amérique du Nord (2) | 100,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 83,33 |
| | Total (57) et moyennes | 77,19 |
| ORGP/ARGP concernés | Afrique (17) | 82,35 |
| | Asie (12) | 66,67 |
| | Europe (7) | 100,00 |
| | Amérique latine et Caraïbes (11) | 81,82 |
| | Proche-Orient (3) | 66,67 |
| | Amérique du Nord (2) | 100,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 83,33 |
| | Total (58) et moyennes | 81,03 |
| Autres organisations internationales | Afrique (15) | 40,00 |
| | Asie (12) | 50,00 |
| | Europe (7) | 14,29 |
| | Amérique latine et Caraïbes (11) | 27,27 |
| | Proche-Orient (3) | 0,00 |
| | Amérique du Nord (2) | 100,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 83,33 |
| | Total (56) et moyennes | 41,07 |

Tableau 38

Refus d'accorder l'autorisation d'utiliser un port à la suite d'une inspection (article 18) (%)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Dans les cas où il y a de sérieuses raisons de penser à l'issue d'une inspection qu'un navire s'est livré à la pêche INDNR ou à des activités liées à la pêche qui y contribuent | |
|--|--|--|
| | Parties ayant une procédure en place pour interdire au navire d'utiliser leur port | Parties auxquelles il est déjà arrivé d'interdire au navire d'utiliser leur port |
| Afrique (18) | 83,33 | 11,11 |
| Amérique du Nord (2) | 100,00 | 0,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 66,67 | 16,67 |
| Asie (12) | 91,67 | 25,00 |
| Europe (7) | 100,00 | 42,86 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 100,00 | 16,67 |
| Proche-Orient (3) | 33,33 | 0,00 |
| Total (60) et moyennes | 83,33 | 18,33 |

Tableau 39

Procédure de communication au public d'informations concernant les recours (article 19) (%)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties ayant mis en place une procédure pour tenir à la disposition du public toute information relative aux voies de recours possibles, conformément à l'Accord, à l'égard des MREP prises en vertu des articles ci-après: | | | |
|--|--|-----------------------------------|--------------------------------------|---|
| | Article 9: Autorisation ou refus d'entrée dans le port | Article 11: Utilisation des ports | Article 13: Conduite des inspections | Article 18: Mesures prises par l'État du port à la suite d'une inspection |
| Afrique (19) | 31,58 | 31,58 | 36,84 | 36,84 |
| Amérique du Nord (2) | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 50,00 | 50,00 | 33,33 | 50,00 |
| Asie (12) | 75,00 | 75,00 | 66,67 | 66,67 |
| Europe (5) | 80,00 | 80,00 | 80,00 | 80,00 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 66,67 | 66,67 | 66,67 | 66,67 |
| Proche-Orient (3) | 66,67 | 66,67 | 66,67 | 66,67 |
| Total (59) et moyennes | 55,93 | 55,93 | 52,54 | 55,93 |

Tableau 40

Procédure de communication d'informations concernant les recours (article 19) (%)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties ayant mis en place une procédure pour fournir des informations sur les voies de recours possibles au propriétaire, à l'exploitant, au capitaine ou au représentant d'un navire, selon le cas | | | |
|--|--|-----------------------------------|--------------------------------------|---|
| | Article 9: Autorisation ou refus d'entrée dans le port | Article 11: Utilisation des ports | Article 13: Conduite des inspections | Article 18: Mesures prises par l'État du port à la suite d'une inspection |
| Afrique (19) | 52,63 | 52,63 | 50,00 | 52,63 |
| Amérique du Nord (2) | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 66,67 | 66,67 | 66,67 | 58,33 |
| Asie (12) | 75,00 | 75,00 | 75,00 | 75,00 |
| Europe (5) | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 83,33 | 83,33 | 83,33 | 83,33 |
| Proche-Orient (3) | 66,67 | 66,67 | 66,67 | 66,67 |
| Total (59) et moyennes | 69,49 | 69,49 | 68,97 | 67,80 |

Tableau 41

Informations fournies concernant les recours (article 19) (%)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties ayant fourni au propriétaire, à l'exploitant, au capitaine ou au représentant d'un navire des informations sur les voies de recours possibles à l'égard des MREP prises en vertu des articles ci-après | | | |
|--|--|-----------------------------------|--------------------------------------|---|
| | Article 9: Autorisation ou refus d'entrée dans le port | Article 11: Utilisation des ports | Article 13: Conduite des inspections | Article 18: Mesures prises par l'État du port à la suite d'une inspection |
| Afrique (19) | 52,63 | 52,63 | 52,63 | 52,63 |
| Amérique du Nord (2) | 50,00 | 50,00 | 50,00 | 50,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 58,33 | 58,33 | 50,00 | 50,00 |
| Asie (12) | 58,33 | 58,33 | 58,33 | 58,33 |
| Europe (5) | 60,00 | 60,00 | 60,00 | 60,00 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 83,33 | 83,33 | 83,33 | 83,33 |
| Proche-Orient (3) | 66,67 | 66,67 | 66,67 | 66,67 |
| Total (59) et moyennes | 59,32 | 59,32 | 57,63 | 57,63 |

Tableau 42

Issue du recours (article 19) (%)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties ayant mis en place des mesures pour informer l'État du pavillon et, selon le cas, le propriétaire, l'exploitant, le capitaine ou le représentant de l'issue d'un recours | Parties ayant informé l'État du pavillon et, selon le cas, le propriétaire, l'exploitant, le capitaine ou le représentant de l'issue d'un recours | Dans les cas où d'autres parties, États ou organisations internationales ont été informés de la décision prise précédemment en vertu des articles 9, 11, 13 ou 18: | |
|--|--|---|--|---|
| | | | Parties ayant mis en place une procédure pour les informer de toute éventuelle modification de cette décision | Parties les ayant informés de toute éventuelle modification de cette décision |
| Afrique (19) | 52,63 | 52,63 | 52,63 | 47,37 |
| Amérique du Nord (2) | 100,00 | 50,00 | 100,00 | 50,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 66,67 | 50,00 | 58,33 | 41,67 |
| Asie (12) | 66,67 | 33,33 | 58,33 | 33,33 |
| Europe (6) | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 83,33 | 66,67 | 66,67 | 50,00 |
| Proche-Orient (3) | 66,67 | 66,67 | 66,67 | 66,67 |
| Total (60) et moyennes | 68,33 | 55,00 | 63,33 | 50,00 |

Tableau 43

Rôle de l'État du pavillon (article 20) (%)

| Mesures | Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties qui, en leur qualité d'État du pavillon: |
|---|--|--|
| demandent aux navires autorisés à battre leur pavillon de coopérer avec l'État du port aux inspections effectuées en vertu de l'Accord | Afrique (18) | 94,44 |
| | Asie (12) | 83,33 |
| | Europe (7) | 85,71 |
| | Amérique latine et Caraïbes (12) | 75,00 |
| | Proche-Orient (3) | 33,33 |
| | Amérique du Nord (2) | 100,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 100,00 |
| | Total (60) et moyennes | 85,00 |

| Mesures | Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties qui, en leur qualité d'État du pavillon: |
|--|--|--|
| conformément au paragraphe 2 de l'article 20 de l'Accord, demandent, le cas échéant, à l'État concerné d'inspecter le navire ou de prendre des mesures d'une autre nature compatibles avec l'Accord | Afrique (18) | 92,31 |
| | Asie (12) | 75,00 |
| | Europe (7) | 100,00 |
| | Amérique latine et Caraïbes (12) | 71,43 |
| | Proche-Orient (3) | 100,00 |
| | Amérique du Nord (2) | 100,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 83,33 |
| | Total (60) et moyennes | 85,37 |
| encouragent les navires autorisés à battre leur pavillon à débarquer, transborder, conditionner et transformer le poisson et à utiliser les autres services portuaires dans les ports des États qui agissent conformément à l'Accord ou du moins sans en enfreindre les dispositions | Afrique (18) | 88,89 |
| | Asie (12) | 58,33 |
| | Europe (7) | 71,43 |
| | Amérique latine et Caraïbes (12) | 66,67 |
| | Proche-Orient (3) | 33,33 |
| | Amérique du Nord (2) | 100,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 100,00 |
| | Total (60) et moyennes | 75,00 |
| dans les cas où, à la suite d'une inspection effectuée par l'État du port, elles reçoivent un rapport d'inspection indiquant qu'il existe de sérieuses raisons de penser qu'un navire autorisé à battre leur pavillon s'est livré à la pêche INDNR ou à des activités liées à la pêche qui y contribuent, mènent une enquête immédiate et complète sur la question et, si elles disposent d'indications suffisantes, prennent sans attendre les mesures coercitives prévues par leurs lois et règlements | Afrique (18) | 94,44 |
| | Asie (11) | 90,91 |
| | Europe (7) | 100,00 |
| | Amérique latine et Caraïbes (12) | 83,33 |
| | Proche-Orient (3) | 33,33 |
| | Amérique du Nord (2) | 100,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 100,00 |
| | Total (59) et moyennes | 89,83 |
| font rapport aux autres parties, aux États du port ou autres États appropriés, aux organisations régionales de gestion des pêches appropriées et à la FAO, sur les mesures qu'elles ont prises à l'égard des navires autorisés à battre leur pavillon pour lesquels il a été établi, au regard des mesures du ressort de l'État du port prises en vertu de l'Accord, qu'ils sont impliqués dans des activités de pêche INDNR ou des activités liées à la pêche qui y contribuent | Afrique (18) | 88,89 |
| | Asie (11) | 90,91 |
| | Europe (7) | 100,00 |
| | Amérique latine et Caraïbes (11) | 90,91 |
| | Proche-Orient (3) | 33,33 |
| | Amérique du Nord (2) | 100,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 100,00 |
| | Total (58) et moyennes | 79,66 |
| veillent à ce que les mesures appliquées aux navires autorisés à battre leur pavillon soient au moins aussi efficaces que les mesures appliquées aux navires visés au paragraphe 1 de l'article 3 pour prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche INDNR et les activités liées à la pêche qui y contribuent | Afrique (18) | 77,78 |
| | Asie (11) | 81,82 |
| | Europe (7) | 100,00 |
| | Amérique latine et Caraïbes (11) | 75,00 |
| | Proche-Orient (3) | 33,33 |
| | Amérique du Nord (2) | 100,00 |
| | Pacifique Sud-Ouest (6) | 83,33 |
| | Total (58) et moyennes | 89,66 |

Tableau 44

Besoins des États en développement (article 21) (%)

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties ayant bénéficié d'une aide extérieure pour mettre en œuvre l'Accord* | Acteurs ayant dispensé une aide extérieure** | | | |
|--|--|--|--------------|--------------|--------------|
| | | Autres États | FAO | ORGP/ARGP | Autres |
| Afrique (19) | 78,95 | 33,33 | 100,00 | 61,54 | 45,45 |
| Amérique du Nord (2) | - | - | - | - | - |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 91,67 | 27,27 | 100,00 | 0,00 | 18,18 |
| Asie (12) | 63,64 | 66,67 | 100,00 | 28,57 | 100,00 |
| Europe (7) | 16,67 | 0,00 | 100,00 | 100,00 | 0,00 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 80,00 | 75,00 | 75,00 | 50,00 | 50,00 |
| Proche-Orient (3) | 50,00 | 0,00 | 100,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total (61) et moyennes | 68,42 | 40,00 | 97,44 | 35,14 | 35,14 |

* Quatre parties ont indiqué que cette question était sans objet et n'ont pas été comptabilisées dans cette colonne.

** Pour les parties ayant indiqué qu'elles avaient bénéficié d'une aide extérieure pour mettre en œuvre l'Accord.

Tableau 45

Attribution d'un code LOCODE-ONU aux ports désignés en vertu de l'Accord

| Région (nombre de parties ayant répondu) | Parties dont les ports désignés ont reçu un code LOCODE-ONU |
|--|---|
| Afrique (17) | 82,35 |
| Amérique du Nord (2) | 50,00 |
| Amérique latine et Caraïbes (12) | 58,33 |
| Asie (12) | 75,00 |
| Europe (7) | 85,71 |
| Pacifique Sud-Ouest (6) | 83,33 |
| Proche-Orient (3) | 33,33 |
| Total (59) et moyennes | 72,88 |